

Liste des acronymes :

AMIOs	Agences de Mise en Œuvre
AVAI	Années de Vies ajustées sur l'Incapacité
BM	Banque mondiale
BNGRC	Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes
CNN	Conseil National de Nutrition
CPN	Consultations Prénatales
CSB	Centre de santé de Base
DDSS	Direction de la Démographie et des Statistiques Sociales
DEC	Déficit énergétique chronique
DSRP	Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté
DUDH	Droit universelle de Droit de l'Homme
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EPM	Enquête Permanent auprès des Ménages
FAF	Fer/Acide folique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international pour le développement agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FOFIFA	Centre national de recherche appliquée au développement rural
GATT	General Action of Tariff and trade
IMC	Indice de Masse Corporelle
INSTAT	Institut National de la Statistique
MOH	Ministère de la Santé (Ministry of Health)
OIT	Organisation Internationale pour le Travail
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONN	Office National de Nutrition
ONU	Organisation des Nations Unies

PADR	Programme d'Action pour le Développement Rural
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PANSA	Plan d'Action National Pour la Sécurité alimentaire
PCIME	Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PFSA	Plate-forme pour la souveraineté alimentaire
PNAN	Plan National d'Action pour la Nutrition
PNN	Politique nationale de Nutrition
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le développement
PSDR	Projet de Soutien pour le Développement Rural
PSSA	Programme Spécial de Sécurité alimentaire
SEECALINE	Projet de Surveillance et Éducation des Écoles et des Communautés en matière d'Alimentation et de Nutrition Élargie
SIDA	Syndrome de l'Immunodéficience Acquise
TDCI	Troubles dus à la Carence en Iode
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	United States Agency for International Development
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

Liste des figures :

<u>Figure 1</u> : Diversification du régime alimentaire par source énergétique alimentaire.	18
<u>Figure 2</u> : Comportement de survie des ménages et incidences nutritionnelles résultant d'une hausse soudaine des prix alimentaires.....	19
<u>Figure 3</u> : La pyramide des besoins de MASLOW	31
<u>Figure 4</u> : Le cycle de la malnutrition et de la pauvreté	40
<u>Figure 5</u> : Les éléments stratégiques de la PNN.....	53

Liste des tableaux :

<u>Tableau 1</u> : La répartition des ménages malgaches selon la diversification des aliments consommés	34
<u>Tableau 2</u> : Aperçu des plus importants aléas climatiques ayant frappés Madagascar depuis une trentaine d'années	36

Sommaire :

<u>Introduction</u>	1
<u>Partie 1</u> : La sécurité et la vulnérabilité alimentaire du point de vue global	3
<u>Section 1</u> : Le concept de la sécurité alimentaire	4
<u>Section 2</u> : Le concept de l'insécurité alimentaire ou la vulnérabilité alimentaire	8
<u>Section 3</u> : Les perspectives et objectifs principaux de la gouvernance mondiale face à l'insécurité alimentaire	21
<u>Partie 2</u> : Analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité alimentaire à Madagascar..	28
<u>Section 1</u> : Les différentes causes de l'insécurité alimentaire à Madagascar.....	32
<u>Section 2</u> : La malnutrition : une conséquence majeure de l'insécurité alimentaire à Madagascar	39
<u>Section 3</u> : Politiques et stratégies de lutte contre la malnutrition	45
<u>Conclusion</u>	54
<u>Recommandation</u>	55

Introduction :

Il existe un grand problème que le monde n'arrive pas à éradiquer même s'il s'efforce par tous les moyens de le combattre : l'insécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire est décrite comme une forme la plus extrême de la pauvreté. C'est du moins la réalité mais pour y ajouter, elle frappe la majorité des pays du tiers-monde, surtout en Afrique et en Asie. Elle constitue un problème social, économique et politique. L'insécurité alimentaire et le développement ne vont pas en deux. Son existence dans un pays rend inefficace le développement ou encore, elle rend le pays plus pauvre qu'avant.

Les pays sous-développé ont le même objectif de se développer mais malgré leurs efforts, presque la totalité présente des caractéristiques de l'insécurité alimentaire. L'un de ces pays est Madagascar. De nombreux malgaches se soucient quotidiennement de leur subsistance, plus précisément, de quoi se nourrir pour vivre. Le développement de Madagascar ne sera jamais un succès seulement si toutes les formes de la pauvreté seront éliminées. Or, l'insécurité alimentaire représente un grand défi que le pays doit relever pour améliorer sa vie économique et sociale. Elle mérite ainsi d'être prise comme une importante lutte au sein de notre pays pour se développer.

Lutter contre l'insécurité alimentaire pour obtenir une meilleure sécurité alimentaire est un bon départ pour le développement du pays, qui est classé certainement parmi nos plus grandes attentes. Il importe ainsi d'en savoir plus sur ce sujet que ce soit sur ses causes et ses conséquences afin de mettre certains points sur les perspectives et les interventions déjà fait pour la combattre.

C'est ainsi que notre problématique se pose comme suit : dans quelles mesures l'insécurité alimentaire constitue-t-elle un grand défi pour lancer le développement ? La lutte contre l'insécurité alimentaire reflète généralement une intervention sociale du fait qu'elle touche sensiblement la vie sociale et la survie de la population. Toutefois, le développement commence à partir des actions de tout le monde. Si la population ou une grande partie de celle-ci est affectée par cette épidémie, le développement sera fort probablement impossible ou même irréalisable. Il est essentiel ainsi de chercher des mesures, de natures économiques, sociales ou politiques, ou encore renforcer les mesures déjà en place pour bien mener cette lutte.

Pour répondre à cette question, mon étude sera divisée en deux grandes parties : la première sera à la fois une analyse théorique et une étude générale concernant l'insécurité alimentaire ; et la seconde analysera le cas de Madagascar sur la vulnérabilité et la sécurité alimentaire. Notre objectif est de montrer que l'insécurité alimentaire entrave le développement d'un pays. Pour cela, nous avons réalisé une revue de littérature sur le concept de la sécurité alimentaire et sur les différents aspects de l'insécurité alimentaire à partir des rapports de la Banque Mondiale, de la FAO, de l'UNICEF, de l'ONN... Par ailleurs, la vulnérabilité expliquée par SEN a été prise en compte dans cette revue de littérature parce qu'elle permet de déterminer les causes de l'insécurité alimentaire. Pour l'analyse empirique, des enquêtes menées auprès des ménages malgaches (Enquête Démographique et de Santé EDS et Enquête Permanent des Ménages EPM 1998, 2003-2004, 2005, 2007) ont été recensées à l'Institut National de la Statistique (INSTAT).

PARTIE 1:
LA SECURITE ET LA VULNERABILITE
ALIMENTAIRE DU POINT DE VUE
GLOBAL

Section 1 : Le concept de la sécurité alimentaire :

Le monde a largement de quoi se nourrir. Mais de nombreux pays pauvres et des centaines de millions de gens pauvres ne profitent pas de cette abondance. Ils n'ont pas la sécurité alimentaire. Qu'est ce que la sécurité alimentaire et quelles sont les conditions pour l'avoir si les aliments sont en abondance alors que nombreuses sont les personnes qui souffrent encore de la faim dans le monde. De ce fait, commencer l'étude par la connaissance du concept de la sécurité alimentaire permet d'aborder facilement les raisons pour lesquelles l'insécurité alimentaire frappe plusieurs gens.

1) Définitions :

a) La sécurité alimentaire :

Le concept de la sécurité alimentaire est un sujet très récent qui s'est développé dans les années 70. Il a évolué de considération plutôt quantitative et économique vers une définition tenant compte de la qualité et de la dimension humaine.

Il est d'abord important de définir ce qu'est la sécurité alimentaire avant d'aborder les problèmes de l'insécurité alimentaire. Plusieurs définitions ont été avancées, par des entités internationales :

- La première définition est apparue en 1975 et donnée par l'Organisation des Nations Unies(ONU) : C'est « la capacité de tout temps d'approvisionner le monde en productivité de base, pour soutenir une croissance de la consommation alimentaire, tout en maîtrisant les fluctuations et les prix ».

- Selon la définition donnée par le FAO, une organisation pour l'alimentation et l'agriculture, pendant l'année 2000 : la sécurité alimentaire est « la situation caractérisée par le fait que toute la population a en tout temps un accès matériel et socio-économique garanti à des aliments sans danger et nutritifs, en quantité suffisante pour couvrir les besoins physiologiques, répondant à ses préférences alimentaires, et lui permettant une vie active d'être en bonne santé ».

- Pour la Banque Mondiale en 1986, la description de cette notion est plutôt simple : c'est « l'accès permanent de tous aux denrées alimentaire » nécessaires pour mener une vie saine et active.

La première chose évoquée lorsqu'on parle de cette notion est avant tout la nourriture ou les produits alimentaires. Si on se limite simplement à cette dernière, la sécurité

alimentaire veut dire que chaque ménage ou pays produit lui-même en suffisance la nourriture dont il a besoin, ou que chaque ménage ou pays a les moyens d'acheter des aliments produits ailleurs. Viennent ensuite, après la nourriture, les conditions sanitaires et les accès physiques et socio-économiques l'accompagnant. Ces quatre principales besoins définissant la sécurité alimentaire sont englobés dans les grandes dimensions la caractérisant.

b) Le droit à l'alimentation :

L'alimentation est un besoin physiologique de l'être humain. Et quelque soit les moyens financiers et non financiers que disposent une personne ou un ménage, acquérir l'alimentation est très essentiel pour survivre avant de satisfaire les autres besoins qui tendent vers le bien-être de chacun. Si on se réfère à la pyramide des besoins déterminés par Maslow, les besoins nutritionnels sont classés dans les besoins de sécurité et ce sont des besoins de base que chaque personne doit avoir. Chaque personne a donc le droit d'être nourrie pour assurer quotidiennement sa survie.

C'est ainsi qu'en 1948, La Déclaration Universelle des droits de l'Homme ou DUDH a stipulé dans parmi ces différents articles le droit à l'alimentation. C'est « le droit d'avoir un accès régulier, permanent et libre, soit directement, soit au moyen d'achats monétaires, à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple dont est issu le consommateur, et qui assure une vie psychique et physique, individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne ».

c) La souveraineté alimentaire :

Il est toutefois noté que plusieurs pays en développement n'ont pas ses propres systèmes alimentaires pour en dépendre aux dictats des marchés internationaux et de l'importation des produits alimentaires. Cette dépendance en est une cause de la crise alimentaire à travers le monde. Dotant d'une souveraineté alimentaire s'avère par conséquent important pour un pays.

La souveraineté alimentaire est « le droit des peuples et des Etats de déterminer eux-mêmes leur politique alimentaire et agricole sans porter atteinte à d'autres. Il s'agit donc du droit des peuples à choisir une alimentation saine, culturellement adaptée, produite durablement et tournée en priorité vers les marchés locaux ».¹

¹ *Quelles solutions à la crise alimentaire ?*, Magazine GLOBO, Mars 2010.

De nombreuses organisations paysannes et de solidarité comme *Via Campesina*² (un mouvement international de paysans) et PFSA³ (Plate-forme pour la Souveraineté Alimentaire) considèrent que la promotion de cette souveraineté est le meilleur moyen de faire triompher le droit à l'alimentation. C'est aussi un système permettant à un pays d'augmenter leur production afin d'améliorer leur niveau d'autosuffisance alimentaire. La souveraineté alimentaire représente un concept important pour la sécurité alimentaire parce que delà peut-être juger un pays capable de réunir indépendamment des autres et dans l'ensemble les conditions nécessaires pour nourrir sans problème la population entière.

2) Les principales dimensions de la sécurité alimentaire

Ils sont de nombre de quatre et connaître ces dimensions s'avère utile pour caractériser les niveaux de la sécurité alimentaire dans un pays.⁴

- Le premier est la **disponibilité** des produits alimentaires à l'intérieur d'une nation, grâce à une production agricole suffisante (on inclut ici l'élevage et la pêche), ainsi qu'à une capacité de leur importation et stockage. Cette dernière est par exemple nécessaire pour les pays frappés par des catastrophes naturelles comme sécheresse ou cyclones et sans oublier pour les paysans passant dans une période de soudure. Il est toutefois noté que des personnes pratiquant l'autoconsommation sont réputées aussi comme celles ayant des produits alimentaires disponibles.
- La seconde décrit l'**accessibilité** aux denrées alimentaires avec des moyens de subsistance adéquats. Trois accès sont les plus importants pour permettre d'avoir ces denrées. Il faut, pour chaque personne, posséder un pouvoir d'achat suffisant. Celui-ci dépend des moyens financiers que l'individu a en main. D'autre part, les infrastructures de transport de bon état sont indispensables afin de distribuer les denrées alimentaires à travers une localité. Viennent ensuite l'accès à des systèmes de commercialisation et de distribution efficaces. Ces derniers sont marqués surtout par la définition des différents prix qu'on doit attribuer aux produits alimentaires.

² La *Via Campesina* est un mouvement international de paysans, de sans terre, de femmes et de jeunes du milieu rural, de peuples indigènes et de travailleurs agricoles.

³ La PFSA rassemble par contre une trentaine d'organisations agricoles et paysannes, environnementales, de solidarité internationale et de consommateurs en Belgique francophone.

⁴ Le Sommet Mondial de l'alimentation des 13-17 novembre 1996 a défini les quatre dimensions couvrant la sécurité alimentaire.

- La troisième définit la **qualité ou salubrité** de l'alimentation, notamment nutritionnelle et sanitaire. En générale, l'apport nutritionnelle de chaque personne est fixé au seuil de 2500 kcal/ jour (ceux des enfants moins de 15 ans sont exclus). C'est la moindre chose que tout individu doit avoir. Définir les valeurs nutritionnelles et énergétiques de chaque groupe alimentaire nécessaire à notre alimentation quotidienne dépend toutefois de la diversification alimentaire de différents cultures et pays. La qualité sanitaire caractérise ici l'hygiène sur la consommation des aliments et la propreté. L'accès à l'eau potable s'ajoute comme un besoin très essentiel parce que c'est une bonne prévention contre les graves maladies.
- La dernière dimension est la **stabilité** des approvisionnements permettant de prévenir les crises alimentaires. Cette stabilité se trouve au niveau des ménages (stabilité financière, par exemple avoir un salaire fixé et permanent), et au niveau de l'Etat (stabilité politique et sociale). La stabilité climatique y est incluse et il est aussi ajouté que les pays qui ne sont pas frappés fréquemment par des perturbations géographiques (séismes et éruptions volcaniques) peuvent être dans un état de stabilité par rapport à l'approvisionnement alimentaire.

D'après ce qui est dit, la sécurité alimentaire est une notion très élargie. Sa détermination implique d'autres notions indispensables d'où la souveraineté alimentaire et le droit d'alimentation. D'autant plus que sa définition a abouti aux différentes dimensions la caractérisant. Pour raccourcir d'une façon plus déterminante la définition de la sécurité alimentaire, la sécurité alimentaire est la possibilité, pour tous, de disposer en permanence d'une alimentation suffisante pour être en bonne santé et mener une vie active. Ces différentes notions et ces quatre dimensions permettent l'appréciation de la situation alimentaire dans un pays et la comparaison par rapport à d'autres. Au-delà de ce concept, plusieurs conditions de la sécurité alimentaire ne sont pas respectées et c'est à partir de cette réalité que naît l'insécurité alimentaire.

Section 2 : L'insécurité ou la vulnérabilité alimentaire

La pauvreté est la mère de la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire (à fortiori la pénurie alimentaire), sa forme la plus extrême⁵. Explicitement, quand une personne ou un ménage atteint un certain seuil de pauvreté, il s'expose à de nombreux risques qui pourraient compromettre sa survie. Il est donc vulnérable à ces risques. L'un des risques et le plus compromettant est l'insécurité alimentaire. Dans ce cas-là, la vulnérabilité est donc alimentaire. Une chose à laquelle l'homme a fondamentalement besoin à sa vie quotidienne est l'alimentation. C'est un besoin primaire selon MASLOW. L'homme en question se trouve au plus bas de la pauvreté si l'insécurité alimentaire ou le non-satisfaction de ce besoin n'a pas pu être réalisé. Avant tout, il faut comprendre la notion de la vulnérabilité parce que la base de notre problème commence par celle-ci.

1) La vulnérabilité selon SEN

Le concept de vulnérabilité revêt une grande source d'analyse de la pauvreté et de ses dynamiques parce qu'il nous permet d'adopter une vision préventive de la pauvreté. La vulnérabilité est fonction de l'exposition à des facteurs de risques et à des facteurs socio-économiques sous-jacents qui peuvent réduire la capacité des populations d'y faire face. Bien qu'une large variété de risques se présente, les individus peuvent agir sur leur environnement et leurs conditions de vie.

Notre cadre théorique dans cette analyse se réfère à SEN⁶. Il a défini la vulnérabilité comme non-capacité de s'adapter aux risques. Pour cela, Sen a dit que tout individu a toutefois la « capacité » de résister aux chocs qui passent. L'approche des capacités est son principe de base ici et son but est de réduire la pauvreté tout en proposant aux individus d'améliorer ses capacités à long terme.

- **L'approche des capacités de SEN :**

La capacité est, selon lui, la liberté de choisir et d'entreprendre. Elle est le sous-ensemble de l'espace des fonctionnements : « *Etroitement liée à la notion de fonctionnement,*

⁵ FAO Madagascar, Plan d'Action National pour la Sécurité Alimentaire (PANSA)

⁶ Claire GONDARD-DELCROIX et Sophie ROUSSEAU, *Vulnérabilités et stratégies durables de gestion des risques : une étude appliquée aux ménages ruraux de Madagascar.*

il y a l'idée de capabilité de fonctionner. Elle représente les diverses combinaisons de fonctionnement que la personne peut accomplir. La capabilité est, par conséquent, un ensemble de vecteur de fonctionnements qui indique qu'un individu est libre de mener tel ou tel type de vie. (...) L'ensemble des capabilités reflète dans l'espace des fonctionnements, sa liberté de choisir entre des modes de vie possible ». (SEN, 1992)

Les fonctionnements sont de deux (2) types :

- les fonctionnements élémentaires (être bien nourrie, cultive, bien chauffé) ;
- les fonctionnements complexes (rester digne à ses propres yeux, être en mesure de prendre part à la vie communautaire).

Cet espace est universel parce que tous les individus ont le même espace des fonctionnements. Ils sont aussi appelés des vecteurs de fonctionnements ou encore des fonctions vitales. (Guérin, 2003).

La notion de liberté y est incluse parce qu'avec les capabilités, l'individu détient une grande variété de droits et de choix pour entreprendre ses vecteurs de fonctionnements. Prenons un exemple simple et rattaché à notre thème : deux individus dont l'un veut jeûner et l'autre est exposé à la faim. Le premier possède des fonctionnements élémentaires suffisants et l'autre ne possède pas la capabilité de se nourrir vue que sa fonction vitale comme l'alimentation n'existe pas. Le premier a le choix de se nourrir ou pas, et il en a le droit. Le second n'est pas libre de son choix. Il doit d'abord chercher à acquérir ce qui manque, c'est-à-dire, chercher de quoi manger. Il est donc obligé pour survivre d'abord. Delà marque déjà une grande distinction de ceux qui jeûnent et de ceux qui sont exposés à la famine ou la pénurie alimentaire et il ne faut pas les confondre si l'analyse de la sécurité alimentaire est à prévoir.

Toutefois, il ne faut pas oublier que l'objet de cette approche est l'évaluation du bien-être. Le bien-être est évalué selon les fonctionnements réalisables déjà dits et la capacité des individus à convertir leurs dotations en capital en capabilités. Chaque individu possède des potentialités particulières et ses potentialités déterminent les dotations en capital détenues et ceux du nombre de quatre (4) :

- Le capital physique (ensembles des actifs productifs : les actifs ménagers et les stocks détenus comme nourritures, habits,...) ;
- le capital financier ou monétaire (ressources venant de l'épargne et de l'emprunt) ;
- le capital humain (ressources personnelles économiquement productives : l'éducation et la force physique) ;

- le capital social (venant des interactions culturelle et structurelle).

Toutefois, la conversion des dotations en capacité est contrainte par ses capacités dont les caractéristiques personnelles et les opportunités sociales. Ces caractéristiques définissent ceux qui est inhérent à l'individu et le distingue des autres. Il s'agit du sexe, âge, appartenance ethnique ou religieuse, des infirmités ou des handicaps ou même des dispositions particulières de chacun. Ensuite, les opportunités sociales concernent l'ensemble des règles formelles et informelles d'une société ainsi que des biens publics.

- **La vulnérabilité du SEN :**

L'être humain peut être exposé quelque soit sa situation et son milieu à de nombreux risques. La vulnérabilité existe si celui-ci n'a pas la capacité de s'y adapter. Un risque est un danger, un choc, un inconvénient, probable ou non d'affecter la vie de l'être humain. Cependant, une large variété de risques existe. Tous les individus peuvent être vulnérables par rapport aux risques les affectant mais il y a certain degré de capacité à y faire face. Il y a par exemple les risques liés à l'environnement, les risques sur les prix liés aux fluctuations de marché, les risques sur la santé et les risques de l'âge.

Analyser la vulnérabilité d'un individu ou d'un ménage demande l'identification des risques encourus ou encore des aléas et également l'ensemble des capacités possédées. Ce dernier permet après de mettre en œuvre les potentialités nécessaires pour résister aux chocs. Plus un individu doit faire face à des plusieurs risques, plus il est vulnérable. Inversement, plus un individu a des capacités, moins il est vulnérable. On peut dire donc qu'il y a certains degrés de vulnérabilité qu'il faut prendre en compte. D'une manière synthétique, on peut reformuler les deux phrases de la manière suivante : si l'individu parvient, à travers ses capacités, à trouver des stratégies visant à se protéger des risques et à renforcer ses capacités, on dit qu'il est **résilient**.

Etre vulnérable ne veut pas dire forcément que les capacités disposées sont insuffisantes. En cas de choc exogène, la structure des capacités de l'individu peuvent être modifiée. Il se peut qu'il prenne plusieurs mesures dont ces capacités seront substituées. Par exemple, pour un riziculteur passant par une période de soudure, c'est-à-dire, aucune récolte en vue et de rentrées monétaires quasi-nulles, il peut intensifier les autres activités rémunératrices comme les potagères ou d'autres cultures vivrières (manioc, maïs, patate,...) ou encore à des réseaux sociaux. Cependant, les capacités ne sont pas toujours substituables mais aussi complémentaires.

Pour cela, être résilient, c'est la capacité de faire une réallocation des capacités en main pour faire face aux risques encourus.

Si cette approche est si importante pour notre étude, c'est qu'on peut appeler aussi l'insécurité alimentaire comme la vulnérabilité alimentaire. Elle est plutôt liée à l'insuffisance des capacités dont le vecteur de fonctionnement manquant est la nourriture et lors des chocs subissant l'être humain en question, il devient vulnérable à l'alimentation. Ces chocs méritent d'être cités ainsi que les capacités et potentialités manquants pour que l'individu soit vulnérable. Ils sont présentés comme causes principales de l'insécurité alimentaire dans le monde.

2) Les différents aspects de l'insécurité alimentaire dans le monde

En 2010, 925 millions de personnes souffrent chroniquement de la faim dans le monde selon la FAO⁷. Même si la réduction de moitié la faim figure comme le premier objectif du millénaire pour le développement (OMD), une grande crise alimentaire déstabilisait la poursuite de cet objectif depuis 2007 et le chiffre devenait de plus en plus inquiétant. Les causes de la crise alimentaire sont nombreuses et parmi eux, certaines sont très marquantes.

2.1) Les causes essentielles :

2.1.1) La flambée des prix des denrées alimentaires :

C'est la première et la plus grande cause expliquant plus cette crise. Le système alimentaire mondial ne parvient plus à cause de cette flambée à produire suffisamment pour nourrir l'ensemble de la population mondiale. Plusieurs facteurs sont multiples et complexes pour compléter cette hausse de prix⁸.

a) Les facteurs liés à l'offre :

- **Le niveau des stocks et instabilité des marchés :** la hausse du prix des denrées alimentaires portent sur les oléagineux, graisses et surtout sur les céréales. Ce sont en fait des produits très demandés dans le monde entier. Les pays grands producteurs des produits céréales (Chine, Etats-Unis, Inde et l'Union Européenne) ont modifié pendant

⁷ Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, République Française, *Le partenariat mondial*

⁸ FAO, *L'état de l'insécurité alimentaire 2008 : prix élevées des denrées alimentaires et sécurité alimentaire-menaces et perspectives.*

Le magazine FOCUS a aussi expliqué d'une manière détaillée les différentes causes de la flambée des prix des denrées alimentaires dans le numéro 1/09 intitulé : *lorsque le marché alimentaire ne produit pas assez de nourriture.*

les années 2007-2008 leur politique agricole. Et depuis, une importante diminution de stocks de céréales ont été constaté par rapport aux années précédentes. Cette diminution a contribué à une volatilité des prix sur l'ensemble des marchés mondiaux en raison des incertitudes quant aux disponibilités en cas de baisse de la production.

- **La baisse de la production :** les mauvaises conditions météorologiques qu'ont subit ces principaux producteurs céréaliers ont entraîné une baisse de leur production. Ce sont plutôt les sécheresses et les inondations les grandes causes de ce cas-là. Actuellement, l'agriculture dépend de plus en plus de l'irrigation, donc de l'eau douce. La sécheresse, sous-entendue ici comme pénurie d'eau, fût un grand obstacle de cette pratique. Cela s'est aggravé avec les changements climatiques dus pour l'essentiel par les gaz à effets de serre entraînés par la pollution et la déforestation. De ce fait, tous cela ont provoqué une faible pluviométrie dans l'ensemble de ces pays ou encore, une inondation détruisant sur son passage toutes les terres cultivées.

Ensuite, il y a la dégradation du sol entraînée en partie par la monoculture et l'agriculture intensive. Ces pratiques dégradent la qualité du sol, en appauvrissant sa diversité et les nutriments que la terre contient. Le manque de jachère est aussi un facteur car la terre n'est pas laissée en repos pendant plusieurs années et sans apports des éléments fertilisants. Ce problème remet en question le mode de production à favoriser pour garantir une alimentation durable pour les humains.

Selon les estimations de la FAO, la production céréalière a baissé de 3,6% en 2005 et jusqu'à 6,9% en 2006 avant de se rétablir en 2007. Ces deux années successives montrant une baisse de la production dans un contexte de stocks déjà bas ont engendré une situation préoccupante de l'offre sur les marchés mondiaux.

- **Les prix pétroliers :** Le prix du pétrole et des denrées alimentaires sont intimement liés. Or, le prix du pétrole a connu jusqu'à maintenant une stagnation très importante. Dans l'année 2008, l'augmentation de ce prix a exercé une pression à la hausse sur les prix alimentaires parce que les prix des engrais ont triplé et les frais de transport ont doublé.

b) Les facteurs liés à la demande :

- **La demande en biocarburants :** la flambée du prix de pétrole a incité certains pays à la production des biocarburants. Ce nouveau produit exige des volumes importants de produits agricoles comme le sucre, le manioc, le maïs, les graines oléagineuses et l'huile de palme. Cette demande a fait monter leur prix en hausse sur les marchés mondiaux ce qui a renchéri par suite les prix des denrées alimentaires.
- **Mode de consommation :** la croissance économique rapide et continue et l'urbanisation accrue de certains pays en développement (notamment, la Chine et l'Inde) a augmenté le pouvoir d'achat de leur classe moyenne. Celui-ci a modifié le régime alimentaire de la population dont la demande en viande et des produits laitiers et qui dépendent largement des céréales données au bétail. Cependant, ce facteur n'est pas tout à fait important parce que ces deux pays ont diminué leur importation en céréales et la modification de leur consommation a été plutôt couverte par la production nationale. Cependant, les processus de concentration dans l'industrie de transformation et le commerce de détails de ces produits, ainsi que des hausses du prix supplémentaire, faute de concurrence, peuvent répercuter à long terme le prix des denrées alimentaires.

Il est noté que ces facteurs représentent à la fois des effets à court terme (le niveau faible des stocks, la baisse de la production et la hausse du prix de pétrole) et des effets à long terme (le mode de consommation et la demande en biocarburants). La crise alimentaire a été aussi renforcée par l'affaiblissement du billet vert et par la restriction ou interdiction des exportations sur certains pays l'ayant subit fortement. Cette dernière a permis encore au prix de denrées alimentaire d'augmenter davantage.

2.1.2) L'explosion démographique :

Suite à une amélioration des conditions de vie et de l'accès à une médecine plus efficace, la population croît à un rythme très rapide. Depuis les années 70 où le boom démographique a été constaté, elle a multiplié par 7. Aujourd'hui, on est à peu près 7 milliards alors qu'au début du 20^{ème} siècle, on était environ à 1,5 milliards d'habitants. Dans le même temps, les rendements agricoles ont eu aussi été multipliés, d'abord par la mécanisation, ensuite par les engrais et les pesticides chimiques. Cela a permis de nourrir la population humaine jusqu'à présent malgré l'incapacité de réduire la proportion mal-nourris. En fait, cette dernière résulte d'une mauvaise répartition et puis, il y aussi la croissance

démographique rythmique par rapport à la croissance économique dans la plupart des pays en développement, surtout dans le continent africain. La population africaine croît tellement si vite alors que leur production nationale ne parvient pas à les nourrir suffisamment. Du coup, l'inégalité de la répartition y règne et une grande proportion de la population tombe dans le gouffre de la faim.

Ensuite, L'agriculture moderne épuise toutefois la terre. Avec les mauvaises conditions météorologiques et la dégradation du sol étant déjà citées, son aspect dit durable est menacé et d'ici quelques décennies, elle ne permettra plus de nourrir une population qui continue d'augmenter.

2.1.3) La pauvreté urbaine en hausse :

En réalité, la pauvreté rurale est supérieure à la pauvreté urbaine. Selon le rapport de la FMI et de la Banque Mondiale, la croissance de la pauvreté urbaine a été supérieure de 30% à celle de la pauvreté rurale au cours des années 1993 à 2000 dans 90 pays en développement. La réalité absolue risque donc d'être inversée parce qu'actuellement, l'estimation de la FMI est maintenant à plus de 50 millions de personnes pauvres en plus dans les zones urbaines. La raison est la propagation de l'exode rural. Celle-ci est due même par la pauvreté rurale caractérisée par les inégalités de la tenue foncière, la faible productivité agricole et la faible disponibilité. Ensuite, la croissance industrielle accentuée plutôt par les firmes multinationales et les sous-traitants a attiré plusieurs paysans. Ils ont délaissé leur vie quotidienne pour accepter d'être des ouvriers à moindre salaire. Mais le coût de la vie est beaucoup plus élevé dans le milieu urbain et les problèmes d'insécurité alimentaire sont par conséquent liés par une insuffisance du pouvoir d'achat.

2.1.4) La dépendance alimentaire à l'importation :

L'expansion du commerce mondial a permis au monde entier une ouverture plus large du marché de l'alimentation. Et ceux depuis la libéralisation rapide et de grande envergure du commerce par l'adaptation du GATT. Dans les pays en développement, il y a une poussée d'importation au détriment de l'exportation des matières brutes. Elle affecte aussi la production nationale. Deux raisons sont supposées pour expliquer l'importation dans un pays : soit, la population reste infidèle à la consommation de leurs produits locaux parce qu'elle veut une large gamme de produits alimentaires que la production nationale ne parvienne pas à produire ; soit, les produits importés constituent des substituts de certains produits transformés ou non transformés dans le cas où la production nationale n'arrive pas à

produire pour nourrir suffisamment la population (par exemple, Madagascar importe de riz parce que sa production locale n'arrive pas à couvrir suffisamment la demande locale) .

Or, la demande d'importation dépend du prix sur le marché mondial alors que ce dernier connaît actuellement une hausse à ce qui concerne les denrées alimentaires. En plus, les recettes de l'exportation de ces pays n'arrivent pas à couvrir les dépenses de l'importation suite à une détérioration du terme de l'échange sur le marché mondiale. Du coup, pendant laquelle où une saison défavorable y survienne, cette hausse du prix des denrées alimentaires restreint l'accès aux importations comme substituts aux produits locaux.

2.1.5) Les catastrophes naturelles et humaines :

Ce sont des causes sous-jacentes de la crise alimentaire. Elles peuvent être complémentaires parce qu'il existe par exemple des crises socio-économiques résultant d'une catastrophe naturelle.

a) Les catastrophes naturelles :

Elles sont classées en deux : celles qui arrivent « soudainement » (inondations, cyclones, séismes, éruptions volcaniques) et celles qui surviennent « lentement » (sécheresses). Les catastrophes dépendent en fait de l'intensité de ces aléas naturels et de la vulnérabilité des zones touchées. Les catastrophes de nature soudaine sont les plus fréquentes surtout les inondations (50 inondations par an dans les années 80 et maintenant 200 cas par an). Les pays les plus touchés et les plus vulnérables, dont la plupart se trouvent dans les pays du tiers-monde, ont en fait une faiblesse sur la préparation et une incapacité à répondre les urgences et les chocs socio-économiques que peuvent résulter.

b) Les catastrophes d'origine humaine :

Elles se divisent en deux : les crises découlant des guerres ou des conflits et des chocs socio-économiques. Les facteurs sont les politiques économiques ou sociales inappropriées, les différends liés à la propriété foncière ou détérioration de la santé publique. Les effets externes se manifestent par la chute des exportations et par une forte hausse des prix des produits alimentaires importés.

Ces deux types de catastrophes engendrent aussi des pertes humaines, des dommages ou encore des destructions des capitaux et même des déplacements de la population concernée.

Quelque soit leur nature, leur intensité et leurs effets que soit à long terme ou à court terme, ces différentes causes représentent des menaces à la sécurité alimentaire. Les pays en développement sont les plus menacés et ils comptent déjà plusieurs victimes. Mais les impacts de l'insécurité alimentaire se manifestent différemment selon les causes qui les provoquent.

2.2) Les impacts de l'insécurité alimentaire :

La répercussion de la flambée des prix sur les ménages est la plus importante. Elle varie toutefois selon le degré de la vulnérabilité des ménages, des pays et aussi selon les régimes alimentaires. De là aussi peut être vue les raisons pour lesquelles l'insécurité alimentaire présente un aspect grave de la pauvreté et dont sa présence rend néfaste l'effort pour le développement.

2.2.1) La vulnérabilité accrue des ménages pauvres dans les pays en développement :

La hausse du prix des denrées alimentaires a une grande incidence sur les conditions de vie des ménages pauvres. Sur les 925 millions de la population mondiale souffrant chroniquement de la faim, la part la plus importante revient à l'Asie et à l'Afrique. Dans ces continents, les pays connaissent presque un déficit structurel de leur production vivrière, où les revenus sont faibles et où la plupart des ménages dépensent une part importante de leur budget pour des consommations alimentaires. Les conséquences de cette hausse du prix sur les ménages concernent leur pouvoir d'achat, leur équilibre nutritionnel et leur santé et d'autres incidences qui varient selon le genre, l'âge et la catégorie socioprofessionnelle.

a) Le pouvoir d'achat :

En général, plus le revenu par habitant est important, plus la part allouée à l'alimentation se réduit. Les ménages pauvres dépensent au contraire la grande partie de leur revenu dans l'alimentation. En Asie, elle est de 60% mais en Afrique, elle culmine jusqu'à 80% alors que dans les pays à forte revenu, elle tombe jusqu'à 15%. Or, les ménages pauvres sont plutôt concertés par leur faible pouvoir d'achat et le renchérissement des denrées alimentaires a encore persisté leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Ce qui prouve davantage que la plupart des personnes souffrant de la sous-alimentation se trouvent dans ces deux continents.

Les ménages dirigés par les femmes sont les plus touchés ainsi que les groupes marginalisés tels que marchands ambulants, artisans et les petits agriculteurs. Ces derniers n'ont pas des revenus fixes et ils sont parmi les plus pauvres qui vivent même avec moins de 1\$ par jour, que ce soit dans le milieu urbain ou rural.

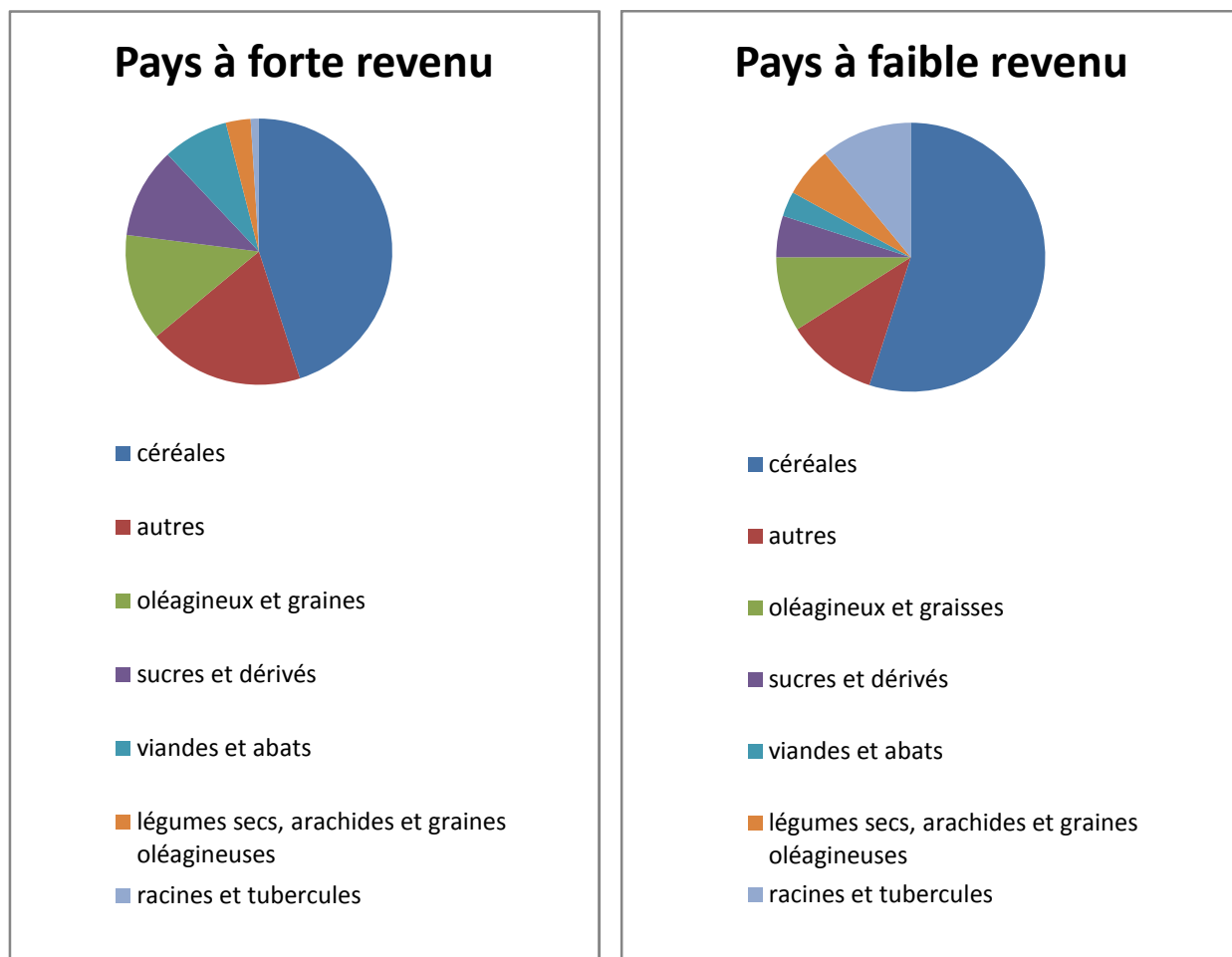
Par rapport à cette situation, leur capacité à subvenir à leurs besoins est donc très faible alors qu'ils n'ont pas les perspectives d'échapper à la pauvreté. Pour éviter si possible la faim, ils sont obligés de vendre par exemple des actifs, diminuer leurs moyens d'existence, réduire le nombre et/ou la diversité de leurs repas ou revoir à la baisse certaines dépenses non alimentaires comme la santé et l'éducation.

b) Les incidences sur l'état nutritionnel :

Les effets de la flambée des prix des produits alimentaires peuvent varier selon les régimes alimentaires des différents pays. Les apports énergétiques correspondant au régime alimentaire adopté dépendent en fait des aliments qui le composent. Les régimes alimentaires des pays à faible revenu sont riches en céréales (riz, blé, sorgho,...), en racines et en tubercules. Ils sont moins diversifiés. Les autres aliments tels que la viande, les légumes et les produits laitiers et l'huile végétale sont chers pour les pauvres alors qu'ils sont ceux où la concentration des nutriments est la plus élevée. Ils sont riches en micronutriments (fer, zinc, vitamine A), en protéines, lipides et glucides. Les pays en développement souffrent ainsi de façon disproportionnée de la malnutrition car une alimentation diversifiée et bien équilibrée leur est trop onéreuse.

Cependant, la hausse brutale mais temporaire du prix des denrées alimentaires n'entraîne pas de carences nutritionnelles dans la plupart des cas, les gens disposent généralement d'épargne ou d'un revenu suffisants pour faire face à ces crises passagères. Mais l'instabilité des prix alimentaires peut aussi engendrer l'instabilité politique et des tensions sociales durables, s'ajoute aussi surtout dans les pays les plus exposés aux différentes catastrophes, des gens plus vulnérables à ce sujet, et dont l'effet conduit facilement à une insécurité alimentaire considérable. Delà ces gens, mangeant moins, contractent facilement des maladies, ont des taux de mortalité plus élevés et risquent davantage d'avoir une croissance incomplète ou de consacrer moins d'énergie à leurs tâches quotidiennes que les riches. Il ne fait aucun doute que l'insuffisance de leur alimentation les empêche de mener une vie quotidienne.

Figure 1 : Diversification du régime alimentaire par source énergétique alimentaire (pourcentage)



Source : FAO, *Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008*

c) **Les stratégies d'adaptation non alimentaire :**

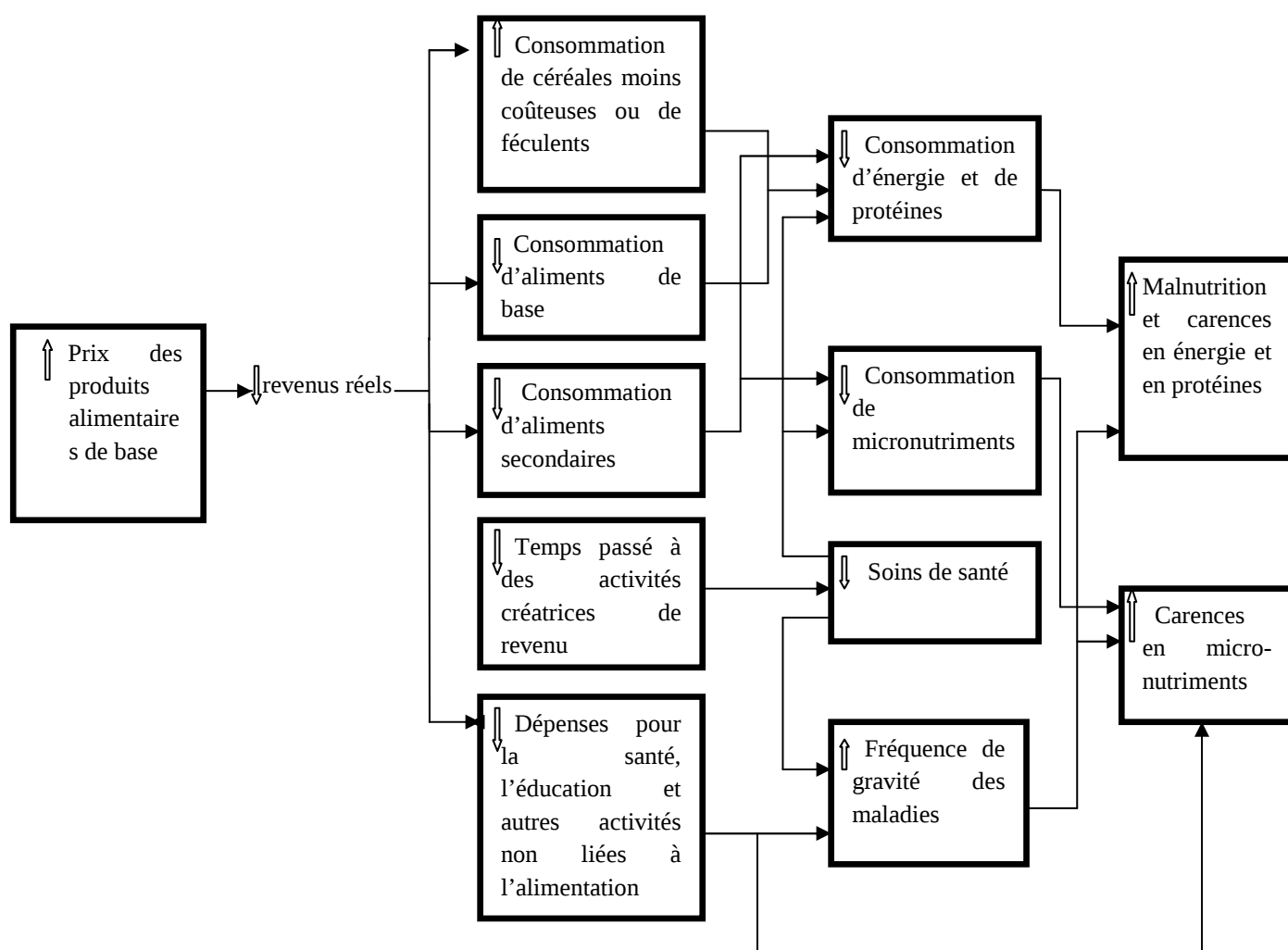
On a déjà dit que le renchérissement des produits alimentaires a amené les ménages pauvres à réduire les dépenses sur l'éducation et la santé.

La réduction des dépenses d'éducation se traduit par la réduction de la fréquentation scolaire surtout pour les filles et entraîne ainsi dans les zones touchées une faible capacité d'apprentissage de la population. Cette stratégie compromet donc les futures activités rémunératrices des enfants et leurs perspectives générales de développement. Ce recul peut aussi se manifester par l'augmentation du travail des enfants pour aider les parents dans leurs moyens financiers.

Par contre, les dépenses pour la santé entraînent sa détérioration au niveau des ménages pauvres. Par ailleurs, les personnes malnutries sont sensibles aux diverses maladies infectieuses surtout les enfants et les femmes enceintes et allaitant leurs progénitures. La

moitié des décès d'enfants est causée indirectement ou directement par la malnutrition. Elle est liée par le dépérissement de la qualité nutritionnelle des enfants dont l'insuffisance pondérale, le retard de croissance, la carence en micronutriments et aux maladies que touchent souvent les enfants dans les pays pauvres comme le paludisme et le VIH/ SIDA. Ensuite, la faim augmente le risque de la mortalité maternelle parce que les femmes n'ont pas la capacité ou la volonté de fréquenter les soins sanitaires pour la suivie de la grossesse et l'accouchement.

Figure 2 : Comportement de survie des ménages et incidences nutritionnelles résultant d'une hausse soudaine des prix alimentaires



Source : FAO, *Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008*

d) Les effets positifs de la hausse des prix des denrées alimentaires chez les ménages agricoles :

En règle générale, ce renchérissement pénalise les pauvres. Mais il existe une exception où la flambée pourra contribuer à la réduction de la pauvreté. La plupart des ménages sont des acheteurs nets d'aliments mais un certain effectif représente aussi des vendeurs nets d'aliments dont les ménages agricoles. A moyen terme, la hausse des prix des aliments incite à augmenter la production, ce qui implique un accroissement de la demande de main d'œuvre et un relèvement des salaires du secteur agricole. Ce dernier pourrait donc compenser les pertes du bien-être dues à la flambée des prix des aliments.

Promouvoir une croissance agricole liée à la productivité paraît ainsi être un bon avantage pour les zones rurales. Elle augmente non seulement la productivité et les salaires agricoles mais aussi la demande des biens et services non agricoles produit dans ces zones, ce qui alimente la progression de l'emploi, des salaires et des revenus ruraux.

Les incidences de la flambée des prix des produits alimentaires sont plus négatives que positives. Elles peuvent prolonger à long terme, entraîner encore plus de personnes dans l'insécurité alimentaire et les amènent même jusqu'à la mort. Même si actuellement, cette flambée de prix a vu une certaine baisse sur le plan mondial par le fléchissement des cours mondiaux vers le bas et par l'atténuation de la crise financière, elle reste omniprésente dans la plupart des pays en développement, surtout les plus vulnérables aux catastrophes naturelles et les plus touchées par les crises socio-économiques prolongées. L'insécurité alimentaire et la vulnérabilité sont simulables à une pauvreté extrême, représentent un obstacle au développement d'un pays que ce soit sur le domaine économique, social et politique. Elle entraîne un manque général de vigueur, de vivacité intellectuelle et de vitalité. Tous cela a pour effet de réduire la productivité des gens à court et à long terme : la production et le revenu en pâtissent et il est plus difficile aux familles et aux nations de rompre le cycle de la pauvreté.

Il convient donc de prendre en sérieux la gravité qu'implique l'insécurité alimentaire dans le monde. La résolution à ce problème n'implique pas seulement les actions des différents organismes internationaux tels que la FAO, la Banque Mondiale et les autres ONG intervenant dans la lutte contre la faim mais incite aussi les divers gouvernements nationaux d'y prendre part dans leurs pays respectifs.

Section 3 : Les perspectives et objectifs

principaux de la gouvernance mondiale face à

l'insécurité alimentaire

Lancer un grand défi pour réduire la faim dans le monde reste une chose que tous les intervenants politiques, économiques et sociaux doivent être pris en sérieux parce qu'une grande multitude de vies humaines sont en danger. Des sommets mondiaux de l'alimentation, organisés principalement par la FAO, se sont succédés pour se mettre d'accord sur les stratégies qui pourront résoudre ce phénomène. Des perspectives ont été d'abord données et ses réalisations exigent un respect sur un équilibre entre les quatre dimensions de la sécurité alimentaire tout en répondant aux diverses causes de l'insécurité alimentaire, puis une mise en cohérence des objectifs de la réduction de la faim avec les attentes de chaque pays en crise alimentaire. L'OMD 1 traduit la lutte contre la faim et la lutte contre la pauvreté. Il est évident pour cela que la lutte contre l'insécurité alimentaire doit converger avec la lutte contre la pauvreté et s'ajoute avec cela une relance à la croissance économique

1) Les réponses à la flambée des prix des denrées alimentaires

Ce cas ne représente pas pour autant une grande perspective de la gouvernance mondiale pour lutter contre la faim. Cependant, il est très important de le prendre en compte parce que le renchérissement des denrées alimentaires constitue la cause majeure de la crise alimentaire mondiale. Trois mesures sont ainsi suggérées :

- Garantir une offre alimentaire adéquate au niveau local ;
- Maintenir les prix à un niveau abordable pour les consommateurs ;
- Fournir une aide sociale aux plus vulnérables.

Au-delà de ces mesures, la réponse a visé aussi l'offre agricole comme une solution nécessaire et dont l'objectif est de fournir aux agriculteurs le soutien nécessaire pour dynamiser la production nationale.

Ces mesures comportent respectivement des avantages et des inconvénients du point de vue économique :

➤ **Pour garantir l'offre alimentaire nationale**, il faut distinguer, entre les produits alimentaires, ceux qui font l'objet d'échanges internationaux et les autres. Le prix intérieur des produits alimentaires échangés est déterminé par les prix mondiaux alors que le prix des

produits non échangés est déterminé par le volume de la production nationale et la demande effective.

- Augmenter l'offre de produits alimentaires échangés vise à accroître les importations ou à restreindre les exportations. Leur prix va généralement baisser sur le marché intérieur et cela réduit la production nationale. Ce changement implique de façon différente sur le revenu réel des acheteurs nets et des vendeurs nets. Les acheteurs nets toucheront à cet effet des avantages et cette baisse les encourage davantage à dépenser plus. Les vendeurs nets, en revanche, voient leur revenu réel baisser, surtout pour les agriculteurs à faible revenu qui pourront voir aussi leur insécurité alimentaire s'aggraver.

- Accroître l'offre de produits alimentaires non échangés stimule la production locale et baisse le prix. Les acheteurs nets y gagnent incontestablement tandis que les vendeurs nets peuvent y gagner ou perdre selon que la baisse des prix est ou n'est pas compensée par un accroissement des ventes et une réduction des coûts de production.

➤ **Pour maintenir les prix à un niveau abordable pour les consommateurs**, la subvention du prix à la consommation est la meilleure façon à le faire. Les produits alimentaires sont achetés au prix subventionné et revendus plus cher, au prix à la production. Ce genre d'intervention implique un coût budgétaire élevé pour la nation si elle profite à toute la population. Pour la restreindre, il faut la limiter aux régions isolées à forte concentration de pauvres et aux aliments qui pèsent lourdement dans leurs dépenses.

➤ **Pour aider directement les catégories vulnérables**, il faut avant tout savoir les identifier en termes de revenu réel, afin de leur fournir au plus vite un revenu en espèces ou en nature. Si le pays est capable d'administrer des programmes de travaux d'un bon rapport coût-efficacité, il faut leur donner un travail temporaire. Si les ressources sont trop rares, il faudrait au moins, par des programmes spéciaux, assurer la nutrition des enfants de moins de cinq ans ainsi que des femmes enceintes et de celles qui allaitent.

Pendant les deux années 2007-2008 où cette flambée a frappé les marchés mondiaux, 77 pays ont adopté ces mesures et cela laisse à supposer que ce nombre est petit. Les 77 pays ont même réagi de manières différentes aux diverses mesures qu'ils semblent cohérents et efficaces à leurs attentes. Cette politique est moins efficace pour les pays en développement confrontés à des choix macroéconomiques difficiles parce que la maîtrise de l'inflation y est délicate et la montée des prix des aliments augmente encore plus vite que les

autres biens et services. L'application de ces mesures peut au contraire pénaliser davantage le bien-être des populations humaines chez eux.

2) Le cadre stratégique global à la lutte contre la faim

Présenté depuis 2002 par la FAO, le FIDA et le PAM, lors de la conférence internationale sur le financement du développement à Mexico, ce cadre est composé de deux fronts pouvant répondre efficacement la perspective que la gouvernance mondiale veut atteindre. La solution durable à la crise alimentaire consiste dans cette perspective d'accroître la production et la productivité dans le monde en développement et d'assurer que les populations pauvres et vulnérables aient accès aux aliments dont elles ont besoin. Les deux fronts sont les suivants :

- Renforcer la productivité et les revenus dans les zones rurales par le développement de l'agriculture et de l'économie rurale ;
- Assurer aux pauvres et aux plus vulnérables un accès direct à la nourriture tout en leur offrant un filet de sécurité et des mesures de protection sociale.

Ils sont efficaces parce qu'ils pourront contribuer à répondre au lien qui existe entre la réduction de la faim et les huit (8) objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Atteindre cette perspective permet donc de progresser rapidement la réalisation de ces OMD.

a) Le premier front : promouvoir le développement rural

Les personnes vulnérables à la sécurité alimentaire se trouvent en grande partie dans le milieu rural. Leurs moyens d'existence sont précaires. La pauvreté rurale reste encore un synonyme de misère dans les pays en développement et elle est la cause de l'immigration des ruraux pauvres vers les zones urbaines, ce qui laisse accroître aussi la pauvreté urbaine. Le but est d'accroître les disponibilités vivrières comme les capacités rémunératrices de l'agriculture et de l'économie rurale. On a déjà dit que promouvoir ce développement rural permettra de supporter la flambée des prix des denrées alimentaires. Mais l'objectif de l'augmentation de la production et de la productivité va au-delà de la perspective d'une baisse des prix sur les marchés mondiaux. Il est aussi axé à la priorisation des petits agriculteurs car ils représentent 90% des ruraux pauvres dans le monde selon l'estimation de la FAO en 2008. Cette priorité est nécessaire parce que ces petits agriculteurs tirent une part importante de leurs revenus de leur production rurale. Les aider à promouvoir leur propre production, basée surtout par la production des aliments de base ou vivrière, permet un accès plus large des

produits vivriers et de la réduction des prix. Ces derniers impliquent à leur tour une meilleure productivité des petites exploitations par l'amélioration de leurs revenus et une génération d'une plus forte demande en biens et services fournis localement. La priorité aux petits agriculteurs est donc une condition favorable à la réduction de la pauvreté rurale.

Les contraintes à la réalisation de cet objectif sont nombreuses et les appliquer par certaines mesures à court terme et à long terme permet de les défier :

- **Les technologies :** accéder facilement à des technologies simples et abordables pour les pays en développement pour augmenter la productivité. Les techniques d'irrigation et les cultures développées dans la sécheresse sont les plus imposées pour augmenter la productivité rurale ainsi que l'accès aux semences, aux intrants et machines de meilleure qualité. Mais, ils demandent un grand investissement de la part de donateurs internationaux puisque les financements publics de la part des pays en développement sont rarement insuffisants et le recherche et développement est moins exploité.

La coopération multilatérale ou bilatérale, en matière de recherche est une bonne solution pour permettre le transfert et la diffusion de la technologie.

- **Accès aux marchés :** il concerne tous les marchés viables pour les aliments de base et les produits à forte valeur ajoutée (produits laitiers, viandes). Il faut cependant répondre aux contraintes suivantes pour accéder facilement à ces marchés :
 - disposer des infrastructures routiers et des réseaux de transport ;
 - disposer des informations complètes et accessibles pour tous ;
 - appliquer des normes et qualités adéquats ;
 - bien organiser les agriculteurs et éliminer la discrimination entre les petits agriculteurs et les gros agriculteurs pendant la vente de leurs produits.
- **Les actifs :** il convient de noter que les petits agriculteurs sont généralement moins instruits ou même non dans les pays en développement. Ils recourent à des pratiques faciles et à moindre intensité de capital qui peut facilement pénaliser leur production pendant le renchérissement des produits alimentaires. Ce faible capital humain est aussi un obstacle à l'application des actifs physiques adaptant la technologie moderne et demeure parmi les sources de la pauvreté rurale.

Pour cela, réduire l'analphabétisme et améliorer l'éducation au milieu rural constitue une condition sous-jacente à la réduction de la faim quant à la considération de cette contrainte.

- **Les crédits** : certes, savoir utiliser facilement les capitaux physiques nécessite une bonne instruction des agriculteurs mais ils rencontrent aussi des difficultés comme accéder facilement à des crédits pour obtenir les intrants nécessaires à leur production. Répondre à ce problème demande donc une aide directe de la part des financeurs ou des investisseurs dans la valorisation des cultures commerciales et le remboursement peut se faire par exemple après la vente des produits.
- **Les risques** : les petits agriculteurs ont peur des risques ou encore ils sont moins couverts par des assurances qui pourraient les protéger contre eux. Leurs cultures qui sont généralement traditionnelles sont très exposées au renchérissement des intrants ou aux catastrophes naturelles. De plus, ils ont peur aussi de prendre de risque à l'adoption des techniques agricoles plus sophistiquées. Ils sont par conséquent très prudents et ce peur empêche la promotion de l'agriculture dans les zones rurales. Il faut pour cela réfléchir à la question de les recouvrir, en favorisant des assurances pour les agriculteurs.

b) Le second front : garantir l'accès à l'alimentation

Divers chocs ont montré la vulnérabilité des personnes les plus pauvres face à la sécurité alimentaire. Ils sont pour la plupart incapable de se ressaisir, pire, ils tombent encore plus dans une situation plus difficile qu'est la faim chronique. Les aider à l'immédiat permet non seulement de sauver leurs vies mais aussi de renforcer les moyens d'existence pour un développement à plus long terme. A cet effet, accéder directement à l'alimentation par des filets de sécurité et une protection sociale revêt une bonne chose pour réduire la malnutrition. L'objectif est de :

- les protéger contre les chocs comme flambée des prix, catastrophes naturelles et crises socio-économiques ;
- les aider à contribuer dans les investissements pour la santé et l'éducation ;
- les empêcher par tous les moyens de sombrer dans le cercle vicieux de la pauvreté.

Les filets de sécurité sont par exemple les distributions d'aliments, transferts en espèces, alimentation et création d'emplois. Des programmes d'aide alimentaire contribuent à leur réalisation mais dépendent en fait du contexte que représente chaque pays en détresse ou encore des attentes que chacun d'eux fixe pour défier la sécurité alimentaire.

3) L'adaptation de la production agricole au changement climatique

Ce cadre stratégique est très important mais il faut aussi tenir compte dans sa mise en œuvre les changements climatiques. Ceux-ci est indispensable vue les conséquences graves et menaçant sans exception toute la population mondiale dans l'insécurité alimentaire. Les changements climatiques sont encore moins prévisibles et se manifestent généralement par la sécheresse, les pluies irrégulières et le réchauffement climatique, les catastrophes naturelles soudaines qui deviennent de plus en plus fréquentes et enfin les nouveaux agents pathogènes et intrusions d'eaux salées. Il est vrai que l'agriculture moderne apporte beaucoup de rentabilité pour les agriculteurs mais à long terme, cela pourra anéantir la zone cultivée.

L'agriculture moderne ne sera pas durable si ces changements climatiques persistent. Or, elle constitue une des conditions favorables pour promouvoir la production agricole dont les techniques agricoles modernes. Il convient donc de trouver des mesures appropriées entre les deux pour atteindre la réduction de la faim. Associer réciproquement les objectifs concernant les changements climatiques et le développement du secteur agricole demeure donc utile pour réduire la faim. Des modèles de production agricole et de la consommation alimentaire sont ainsi remises en question.

Conclusion :

Il convient donc de conclure pour cette partie que la sécurité alimentaire constitue un objet essentiel pour assurer le bien-être de tous et pour le développement durable des pays du monde. La préoccupation majeure de la gouvernance mondiale sur la sécurité alimentaire est l'atteinte de l'OMD 1 : réduire de moitié la faim en 2015. Sa réalisation est liée plus ou moins étroitement aux autres OMD. Or, on a vu que plusieurs chocs que ce soit économique, social, politiques et même d'origine naturel empêche la gouvernance mondiale de poursuivre aisément cet objectif le fait que maintenant, 925 millions de personnes souffrent chroniquement de la faim. D'autres chocs peuvent même s'endurer et menaceront les autres personnes qui ne sont pas affectées. De ce fait, elle a réagi et décide de prendre plus de perspectives qui pourront renforcer la lutte contre la faim. Des stratégies ont été données et les chocs qui menacent plus le monde ont été particulièrement pris en compte. Cependant, mettre en œuvre ces perspectives demande la volonté et la motivation de chaque pays. Ensuite, ceux qui ne sont pas capables de les adapter faute de moyens matériels et financiers, surtout les pays en développement, ont besoin de soutien et de la coopération venant du secteur privé, de la société civile, de la communauté humanitaire et du système international.

Toutefois, même si elles contiennent chacune des avantages, certaines interventions à la base de ces perspectives ont été très coûteuses, les acteurs pourront avoir pour défaut une erreur dans le calcul de rapport coût-efficacité pour que la croissance économique soit sacrifiée. Il faut que les dirigeants prennent conscience de ces coûts ainsi que de la difficulté de réduire ou de supprimer les interventions une fois que l'on s'est engagé sur cette voie. Il faut choisir celles étant plus économiques et ayant un meilleur rapport coût-efficacité, et enfin se placer dans le contexte du pays lui-même se révèle aussi importante pour avoir un bon résultat.

Compte tenu de tous ces stratégies que la gouvernance mondiale met en main pour défier la sécurité alimentaire, qu'en est-il maintenant de la situation de la sécurité alimentaire à Madagascar ?

PARTIE 2 :
ANALYSE DE LA SECURITE ET DE LA
VULNERABILITE ALIMENTAIRE A
MADAGASCAR

Aperçu général :

Madagascar est une île de 587 041 km². Il possède un relief très varié et une biodiversité très diversifiée, il est doté d'un climat tropical avec deux saisons bien distinctes : la saison des pluies ou chaudes et la saison sèche ou froide, mais l'île est frappée souvent des cataclysmes naturels tels que les cyclones touchant surtout la partie Est et les sécheresses touchant la partie Sud suite à l'absence ou le retard des pluies.

Le pays a une population estimée en 2008 à 20 097 000⁹ d'habitants. La population est jeune (51,8%). Sa croissance démographique, avec un taux de 2,8%, est soutenue par un fort taux de natalité. La mortalité infantile s'élève à 48 pour 1 000 pour les enfants < 4 ans¹⁰, et plus de 9 femmes meurent par jour suite à des complications liées à leur maternité. L'espérance de vie moyenne à la naissance est de 61 ans¹¹. La densité moyenne est de 34 habitants au km² en 2010, les Hautes Terres étant plus densément peuplées que les côtes. Le Taux d'incidence à la pauvreté est provisoirement estimé à 76,5 %¹². En 2010, l'Indicateur de Développement Humain (IDH) est de 0,435% (0,509 en 2007/2008), Madagascar entre ainsi dans le groupe des pays à développement humain faible (IDH<0,5).

Economiquement, Madagascar est classé parmi les pays moins avancés, à faible revenu et à déficit vivrier. Sa croissance est souvent affectée par des crises sociopolitiques cycliques (1972, 1991, 1994, 2002, 2009). Le taux de croissance économique prévisionnel pour 2010 est de 0%. La crise sociopolitique s'est traduit au niveau de la vie quotidienne par l'accroissement du taux de chômage, environ 200.000 emplois (directs et indirects) sont perdus depuis le début de la crise politique en 2009. L'agriculture est le secteur le plus déterminant tout en incluant l'élevage et la pêche ainsi que les activités forestières. La pauvreté touche en fait deux tiers de la population et elle a pour conséquence une forte insécurité alimentaire chez les ménages malgaches. L'insécurité alimentaire représente dans ce cas une des formes les plus extrêmes des aspects multidimensionnels de la pauvreté à Madagascar.

Le déficit alimentaire est aussi bien qualitatif que quantitatif. La malnutrition se manifeste le plus quant aux diverses conséquences que l'insécurité alimentaire implique dans l'île. A Madagascar, la malnutrition demeure un grave problème de santé publique et implique

⁹ 3^{ème} RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION et DE L'HABITATION MADAGASCAR. Atelier Régional des Nations-Unies pour le traitement des données RGPH du 3 au 7 nov. 2008 Bamako-Mali

¹⁰ Enquête démographique et sanitaire 2008-2009

¹¹ Rapport Mondial sur le Développement Humain - PNUD 2010.

¹² Enquête Permanente auprès des Ménages 2010 (version draft).

ainsi un problème socio-économique. La malnutrition est en fait associée à la mortalité infantile et maternelle et à la morbidité au niveau de la population active. Les enfants, les femmes enceintes et allaitantes sont les personnes les plus touchées et ce sont les ménages ruraux que sont les plus durement affectés quant à la considération de la catégorie socioprofessionnelle.

Avant de commencer à analyser la situation de Madagascar quant à sa sécurité alimentaire, il importe de parler un peu du concept du développement parce que la problématique vise à déterminer les raisons pour lesquelles la lutte contre l'insécurité alimentaire constitue une relance pour le développement.

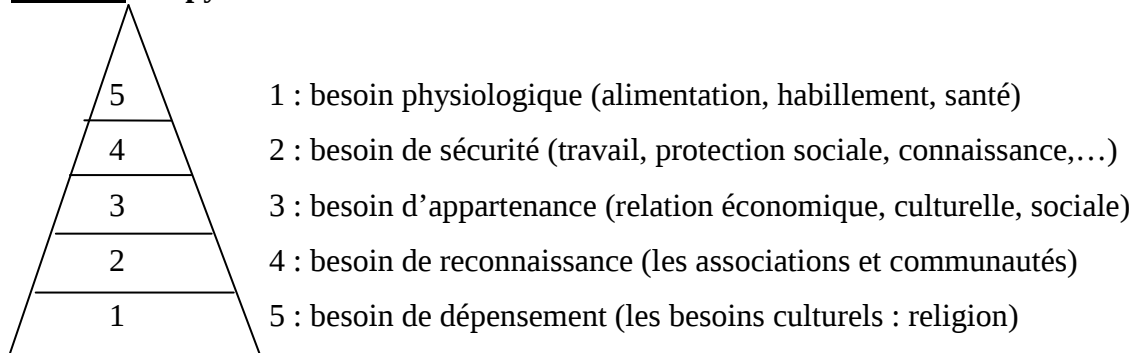
Le concept du développement :

Les définitions du développement sont nombreuses et exprimés différemment par les auteurs, selon la réalité qui existe dans le monde. Cependant, une simple et unique définition de Robert McNamara m'intéresse parce qu'elle est plus comparable par rapport à la réalité : le développement est défini comme *une augmentation de la satisfaction des besoins essentiels*.

Il est aussi évident que le développement n'est satisfait que par *la combinaison des changements mentaux et sociaux pour apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global*, selon François PERROUX. Mais si certains besoin fondamentaux ne sont pas avant tout assez satisfaits, comment comptons-nous activement réaliser nos efforts pour se développer. De ce fait, il faut chercher d'abord à satisfaire la population par ces besoins et pour un processus de développement bien fait, les inscrire comme des priorités primordiales est très nécessaire. Quels sont ces besoins fondamentaux ?

Abraham MASLOW, une sociologue, a structuré à partir d'une pyramide les besoins que l'homme doit avoir.

Figure 3 : la pyramide des besoins de MASLOW



Sur ceux, les deux premiers sont les besoins de base que l'homme nécessite et les plus analysés économiquement. Ils sont souvent appréciés dans les indicateurs du développement afin de comparer les différents pays. Si ces deux besoins ne sont pas satisfaits, les autres ne seront jamais atteints et par conséquent la situation de bien-être de la population sera précaire. C'est ainsi que le sous-développement se manifeste, ou encore la pauvreté. Une situation aussi médiocre, caractérisé par l'insatisfaction de ces besoins devient un grand obstacle au processus de développement et c'est pour cela que de nombreux pays, y compris Madagascar, ne parvient jamais à sortir du cycle du sous-développement.

Section 1 : Les différentes causes de l'insécurité alimentaire à Madagascar

L'insécurité alimentaire règne dans l'île parce que les dimensions qui définissent la situation de la sécurité alimentaire pour un pays n'y sont pas vérifiées. En plus, la pauvreté et la vulnérabilité de plusieurs ménages malgaches face aux différents risques qui les tourmentent périodiquement aggravent la situation. Pour cela, il est nécessaire de déterminer les causes de ce problème à Madagascar et ceux à partir même des quatre dimensions citées auparavant.

1) Vérification des quatre dimensions de la sécurité alimentaire :

1.1) La disponibilité :

Globalement, Madagascar dispose des ressources suffisantes pour nourrir sa population. Mais au fil du temps, la satisfaction des besoins énergétiques s'est diminuée progressivement pour passer de 2490 kcal/jour/personne en 1975 à 2001 kcal/jour/personne depuis 1998¹³. Cette diminution montre que la disponibilité des nourritures n'est pas tout à fait suffisant à ce qui est dit auparavant. Actuellement, la production des denrées de base (riz, manioc, maïs, patate douce, pomme de terre, huiles alimentaires) suit difficilement la progression démographique avec un taux de 2,8%. L'importation de ces denrées a ainsi une tendance à augmenter pour compenser le déficit de la production nationale. Mais celle-là n'arrive pas à le compenser que partiellement.

Cette baisse des disponibilités alimentaires relèvent de la faible productivité de la riziculture, l'accès règlementé à la terre avec différents modes de faire-valoir inefficaces dont les problèmes fonciers, l'accès très limité aux équipements et aux intrants agricoles et la faible maîtrise de l'eau. Par ailleurs, la dégradation de la fertilité des sols et la pratique du *tavy* (cultures sur brûlis) et de l'agriculture itinérante aggravent encore la situation de l'insécurité alimentaire à Madagascar.

¹³ Selon la FAO, les besoins énergétiques varient de 2007 à 2132 kcal/jour selon que l'on pratique ou non une activité professionnelle et des activités de loisir.

1.2) L'accessibilité :

On distingue habituellement les aspects physiques et les aspects socio-économiques. Concernant les aspects physiques, les conditions de transport routier des approvisionnements ne sont pas respectées à cause de l'insuffisance des infrastructures routières et même de leur mauvais état. Ce défaut conduit vers l'enclavement de plusieurs zones et surtout celles qui sont les plus isolées comme les zones forestières et les zones du Sud et Ouest. Le dysfonctionnement du système de commercialisation paraît aussi une difficulté d'accessibilité quant à son incapacité à bien mener son rôle de régulateur d'approvisionnement. Ces difficultés sont encore accentuées par la vente hâtive au moment de la récolte (le déplacement des produits vers les zones urbaines tend ainsi à l'impossible) et l'achat au moment de la soudure (les produits reviennent alors vers les producteurs).

Concernant les aspects socio-économiques, l'accès au marché pose problème quant à la question de pouvoir d'achat des ménages malgaches. Ce problème est notamment important lorsque pendant la période de soudure, des aliments de base consommés viennent à manquer. Les prix élevés lors de cette période de soudure influe ainsi leur faible pouvoir d'achat et pénalise surtout les plus démunis comme les femmes chefs de ménages, la population des zones enclavées et des zones arides, les ménages endettés, ...

1.3) Qualité et salubrité

Premièrement, la situation nutritionnelle est dans un état compromettant à Madagascar et influe directement ou indirectement sur la santé publique. Le régime alimentaire de la population malgache est en générale monotone, peu diversifié et déséquilibré. Les apports alimentaires sont ainsi insuffisants en quantité et en qualité. Les modèles de consommation existant sont principalement basés sur les disponibilités alimentaires au niveau national et ne s'intéressent qu'aux apports énergétiques et leurs distributions par macronutriments. Par ailleurs, les trois dimensions de la sécurité alimentaire complètent le rôle de cette dernière. L'inefficacité de ces trois dimensions la met ainsi dans une situation d'antagonisme.

Selon l'EDS (Enquête Démographique et de santé) à Madagascar, 39% des ménages ont une alimentation extrêmement ou très peu diversifiée avec comme aliments principaux : le manioc, patate et le riz. Pour plus de précision, le tableau ci-dessous permet de répartir les ménages à partir des groupes d'aliments fréquemment consommés.

On peut constater que la diversification des aliments jugée bonne compte seulement une minorité de ménages (10%) et celle jugée moyenne possède presque la moitié

des ménages malgaches (42%). Or, les groupes d'aliments fréquemment consommés que ces groupes de ménages possèdent ne sont pas suffisamment diversifiés (16).

Tableau 1 : la répartition des ménages malgaches selon la diversification des aliments consommés

Groupes de consommés alimentaires	Ménages	Groupes d'aliments fréquemment consommés	Score de diversité
Très médiocre	17%	Racines/ tubercules	15
Médiocre	22%	Riz/ légumes, sucres	23
Moyen	42%	Riz, racines/ tubercules, légumes/ fruits, sucres, huiles	16
Assez bon	9%	Riz, racines, tubercules, légumineuses/ oléagineuses, légumes, sucres, huiles	33
bon	10%	Riz, racines, tubercules, légumes, sucres, huiles, produits animaux	38

Source : EDS (1997), EDS (2003)

Deuxièmement, les conditions sanitaires aggravent encore plus cette situation parce que plusieurs zones ne sont pas tous pourvues des infrastructures sanitaires, elles rencontrent aussi un problème sur l'accès à l'eau potable et le manque d'éducation des mères expliquent le taux de malnutrition élevé au niveau des enfants.

Selon le rapport conjoint de l'UNICEF et l'OMS, publié le 6 mars 2012, 46% d'habitants seulement ont accès à l'eau potable ce qui classe Madagascar à la 12^{ème} place sur les 13 pays africains subsahariens en situation précaire par rapport à cet accès. 11 millions de Malgaches n'ont toujours pas accès à l'eau potable. Or, l'hygiène devra s'harmoniser avec la sécurité alimentaire et l'eau potable reste très utile pour parvenir à cela.

1.4) La stabilité :

Premièrement, l'Etat passe périodiquement dans une instabilité politique et cela mène toujours à des crises socio-économiques. De ce fait, les fluctuations des prix des denrées alimentaires, surtout les aliments de base, surviennent et frappent ainsi les ménages qui sont presque à faible pouvoir d'achat et détiennent en plus un revenu consacré en majorité pour la consommation alimentaire.

Deuxièmement, le pays n'a pas la capacité de surmonter la crise alimentaire et mondiale. La flambée des produits alimentaires est insupportable.

Troisièmement, l'instabilité climatique existe aussi par la survenue périodique des cataclysmes naturels (cyclones, inondations, sécheresse dans le grand sud et même les invasions acridiennes). Madagascar est un pays exposé aux cataclysmes naturels: cyclones, inondations, sécheresse, famine, invasion acridienne, épidémie. Les cyclones et inondations en sont les plus redoutables: chaque année, au moins 2 cyclones de forte intensité touchent Madagascar, engendrant des inondations, des naufrages, des famines et des épidémies. La régularité de ces catastrophes a des effets néfastes sur les efforts du Gouvernement malgache pour mener des actions de lutte contre la pauvreté. Le problème se situe dans la vulnérabilité du pays face à ces cataclysmes. Il est mal préparé et sa capacité à se résilier prend beaucoup du temps. Par ailleurs, Madagascar détient la première place quant au pays le plus exposé aux cyclones, puis, 25% de la population totale vit dans les zones à risques. Le tableau ci-dessous montre même un nombre élevé de cyclones par rapport aux autres cataclysmes touchant l'île depuis une trentaine d'années.

De ce fait, la population subit épisodiquement des ruptures d'approvisionnements engendrés par l'absence de prévention et des insuffisances de stockage et le rôle régulateur du marché. En plus, les groupes les plus vulnérables sont les plus menacés.

Tableau N°2 : Aperçu des plus importants aléas climatiques ayant frappés Madagascar depuis une trentaine d'années

Crise	Année et noms	décès	Blessés ou malades	affectés	observations
cyclone	2010	86	183	-	Essentiellement causé par la tempête HUBERT
	2009	28	43	114 537	
	2008	83 et 177 disparus	583	525 000	Les dommages et pertes économiques sont estimés à 333 millions de dollars US selon le JDLNA
	2007	180		2 000 000	Le nord, le nord-ouest et l'ensemble de la côte Est
	2004	363	1000	988 139	360 000 sans abris
	2002			526 200	
	2000	130		736 000	
	1997	140		600 000	80 000 sans abris
	1994			-	
Sécheresse (Grand sud du pays)	2010	-	-	720 000	200.000 dans une situation de difficulté alimentaire aigüe
	2009	-	-	381 000	Limitée à trois régions d Sud du pays
	2006	-	-	232 690	
	2002	-	-	600 000	
	1988	-	-	950 000	
	1981	-	-	1 000 000	
Crise nutritionnelle	2005				Vangaindrano et Manantenina (Sud-est)
Epidémie	2009/2010	3	1 028		Grippe AH1N1
	2008	19	514		Fièvre de la Vallée du Rift
	1998	2638	45 000		Cholera

Source : *Plan National de contingence sur les cyclones et inondations, 2010*

2) Le lien entre la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire à Madagascar :

La vulnérabilité des ménages malgaches complète le fait que 25% d'eux vit actuellement dans une situation d'insécurité alimentaire¹⁴. Rappelant que la pauvreté est la mère de la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire est sa forme la plus extrême. Dans l'île, la pauvreté est avant tout rurale. 85% des ruraux sont pauvres alors qu'ils représentent presque les trois-quarts de la population¹⁵. En plus de non vérification des quatre dimensions de la sécurité alimentaire, ils manquent aussi plusieurs moyens physiques et financiers pour cultiver et d'autres n'arrivent même pas à combler leur autosubsistance (faible accès aux ressources naturelles et au capital physique, aux technologies nouvelles et au crédit).

Et pour compléter, la vulnérabilité de ces ruraux pauvres se répand surtout sur leur manque de capacités à surmonter aux différents chocs collectifs et individuels :

- Les principaux risques « **covariants** » (ou collectifs) résident dans :
 - les catastrophes naturelles (soit en évolution lente, comme la sécheresse, soit en évolution rapide comme les cyclones et les inondations). Faute de moyens matériels et financiers, les pauvres vivent dans des endroits exposés à des aléas et construisent des habitations qui n'offrent aucune sécurité en cas de catastrophe ;
 - la variabilité des prix, en 2008, Madagascar est considéré parmi les 30 pays les plus vulnérables à la flambée des prix des denrées alimentaires en raison d'une forte dépendance vis-à-vis des importations de produits pétroliers et de céréales¹⁶;
 - les maladies du bétail et des plantes accentuée par un faible accès aux informations, à une faible organisation de la filière agricole et une faible productivité des sols du fait de la dégradation de l'environnement ;
 - l'instabilité politique et dont les impacts sont nombreuses : perte d'emploi, rupture de certains services sociaux de base (chaîne de froid, vaccination, approvisionnement en médicaments essentiels, service de santé reproductive, etc.) ;
- Les principaux risques « **idiosyncratiques** » (ou individuels) sont :
 - les crises sanitaires : un accès insuffisant aux centres de santé et à l'eau potable : 1/3 de la population rurale et 2/3 de la population urbaine seulement ont accès à l'eau potable, et seuls 40% consultent un service sanitaire en cas de difficulté ;

¹⁴ Une estimation effectuée lors d'une enquête menée par le PAM en 2006 et recueillie dans leur rapport : AGSAV ou *Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité*.

¹⁵ Une information venant d'une étude OIT/FOFIFA, financée par l'Université Cornell

¹⁶ Note de référence concernant l'impact des prix mondiaux de produits alimentaires de base sur les groupes de population les plus vulnérables de Madagascar _ Système des Nations Unies - 2008

- l'abandon scolaire et aussi un fort taux d'analphabétisme de 47% pour l'âge de 15 ans et plus¹⁷ ;
- l'instabilité de l'emploi et l'insécurité.

Il est donc incontestable que le pays est à haut risque et il y a une très forte raison pour que l'insécurité alimentaire y soit la conséquence la plus grave. Le rapport du PAM en 2005 justifie même cette opinion, 25% de la population rurale est affecté par l'insécurité alimentaire chronique. A ceux-là s'ajoutent 14% qui sont vulnérables à l'insécurité alimentaire liée aux catastrophes naturelles, 6% vulnérables à l'insécurité alimentaire liée aux augmentations des prix, et 3% vulnérables à l'insécurité alimentaire liée au décès du chef de ménage. Il n'y a que 15% de la population rurale qui est en situation de sécurité alimentaire. Les 37% restants sont vulnérables à l'insécurité alimentaire mais à de moindre degré et pour des causes surtout de perturbation de marché ou d'échec de campagne agricole.

La vulnérabilité demeure donc le facteur le plus déterminant de l'insécurité alimentaire à Madagascar par rapport aux différents chocs extérieurs passagers. Il est donc normal que Madagascar reste encore dans une situation de pauvreté extrême et de nombreuses conséquences en sont engendrées.

Tels sont les causes expliquées à partir des quatre dimensions de la sécurité alimentaire et le besoin de savoir pourquoi la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire ont un lien. Quelles sont maintenant les caractéristiques que représentent cette situation à Madagascar et ses conséquences ?

¹⁷ Rapport national de suivi des OMD - 2007

Section 2 : La malnutrition : une conséquence

majeure de l'insécurité alimentaire à

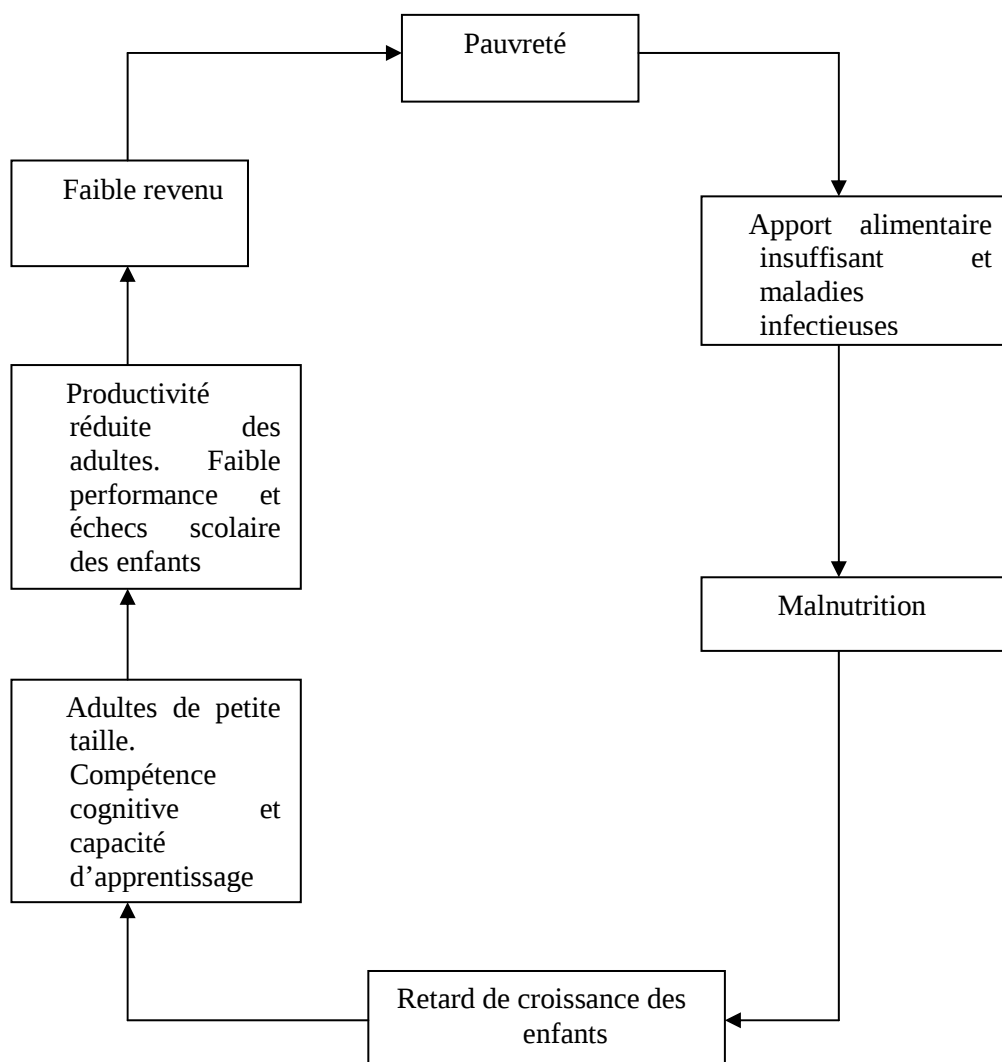
Madagascar

Selon l'enquête de l'UNICEF en 2006, 25% des ménages ruraux sont les plus touchés par l'insécurité alimentaire. La conséquence la plus grave et qui pose le plus de problème dans le pays est la malnutrition notamment la malnutrition maternelle et infantile.

La malnutrition est à la fois une cause et une conséquence de la pauvreté à Madagascar. Les contextes de la pauvreté et la dégradation de la situation nutritionnelle tourne ainsi dans un cercle vicieux qui met le pays dans un cas délicat. La malnutrition englobe à la fois les carences (dénutrition) et les excès (surnutrition) en macronutriments et en micronutriments. Comme les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes sont les plus affectés, la malnutrition maternelle et infantile représente l'un des problèmes de santé le plus important dans le pays en voie de développement, qui a des conséquences majeures sur la santé maternelle et infantile et sur le capital humain de l'adulte. Elle représente la cause sous-jacente de la mortalité infanto-juvénile dont 3,5 millions de décès en 2009, de 35% du fardeau global des maladies chez les enfants de moins de 5 ans et de 11% des AVAI (Années de Vies ajustées sur l'Incapacité) totales. Elle occasionne ainsi des dépenses de soins supplémentaires et cela à tous les niveaux : des ménages, à l'Etat en passant par les communautés. Elle compromet le développement intellectuel et abaisse les résultats scolaires, réduisant ainsi les bénéfices des investissements lourds dans le secteur de l'éducation.

On voit par exemple dans la figure ci-dessous que la pauvreté met la population dans une insuffisance alimentaire pouvant mener vers la malnutrition. Cette dernière conduit à son tour à de nombreux problèmes de santé tout en engendrant ainsi à la population active des travaux non rentables et faiblement productifs. De ce fait, elle périra encore dans la pauvreté ce qui amène à un cercle vicieux.

Figure 4 : le cycle de la malnutrition et de la pauvreté



Source : PNN et PNAN, avril 2004

En générale, la malnutrition est classifiée en deux catégories :

- La malnutrition protéino-énergétique
- Les carences en micronutriments

Pour cela, il est très intéressant d'identifier qualitativement et quantitativement l'état de ces deux catégories dans le pays.

1) La malnutrition protéino-énergétique :

On distingue globalement la malnutrition maternelle et la malnutrition infantile, qui sont mesurées respectivement par l'anthropométrie.

1.1) La malnutrition maternelle :

Elle se mesure par le déficit énergétique chronique (DEC) défini par un indice de masse corporelle (IMC) inférieur à 18,5 kg et le déficit en stature défini par une taille inférieure à 145 cm.

Deux enquêtes nationales des femmes adultes ou en âge de procréer ont été faites sur le statut nutritionnel des femmes (DDSS/INSTAT & Macro International Inc., 1998 ; INSTAT & ORC Macro, 2005). Selon les données, une femme sur cinq est atteinte du DEC. La prévalence est plutôt importante dans le milieu rural que dans le milieu urbain (respectivement 21% et 15%). Elle est environ deux fois plus élevée chez les femmes non instruites que chez celles instruites. Les régions de Fianarantsoa (25% des femmes) et celles de Toliara (un-tiers des femmes) présentent le plus de déficit.

Une petite stature et une IMC basse ont par conséquent des effets adverses indépendants sur la grossesse et l'accouchement. C'est un facteur de risque de complication lors de l'accouchement mettant ainsi en danger la vie de la mère et de l'enfant.

1.2) La malnutrition infantile :

La malnutrition infantile survient très tôt et parfois touche les enfants avant leur naissance. Environ 5% des enfants ont un poids insuffisant à la naissance (inférieur à 2,5kg) et de ce fait sont susceptibles de mourir durant le premier mois de vie avec une probabilité 2 fois supérieure à celle des enfants de poids normal. Elle compromet le développement physique et mental de l'enfant. On distingue d'une manière générale trois formes :

- le retard de croissance ou la malnutrition chronique ;
- l'émaciation ou la malnutrition aigüe ;
- l'insuffisance pondérale.

a) Le retard de croissance :

Il se caractérise par un déficit par taille selon l'âge. En 2010, environ 2 millions d'enfants moins de 5 ans présentent un retard de croissance, c'est-à-dire 53%. La forme sévère représente 23% et Madagascar fait partie de 40 pays sur 139 qui ont une prévalence du retard de croissance supérieure ou égale à 40%. Par ailleurs, 51% des enfants moins de 5 ans

atteints d'un retard de croissance appartiennent aux classes des plus pauvres, 46% aux mères illettrées, et 36% aux mères atteignant l'éducation en secondaire.

Les causes immédiates de ce retard de croissance relèvent d'une alimentation inadéquate en quantité et en qualité pendant une période relativement longue et d'une incidence élevée des maladies infectieuses. Il est dû aussi par l'insuffisance compléments alimentaires apportés à l'enfant pour ceux qui sont allaités.

b) L'émaciation :

Elle se caractérise par un déficit en poids selon la taille. Elle dépend des variations saisonnières, notamment chez les populations rurales. Sa prévalence est au plus haut à la fin de la période de soudure et au plus bas juste après la récolte principale. Selon les données de l'UNICEF en 2010, 13% des enfants de moins de 5 ans en sont atteints dont 3% représentent une forme sévère, généralement, pendant la période de soudure.

c) L'insuffisance pondérale :

Elle se caractérise par un déficit en poids selon l'âge. L'insuffisance pondérale est très marquée chez les enfants de 12 à 23 mois, c'est-à-dire au moment de sevrage. Ces enfants sont aussi plus atteints par la malnutrition aigüe (INSTAT & ORC Macro, 2005). Les risques de décès pour ceux atteints de ce déficit pondéral sont cinq à huit fois plus importants que ceux qui sont normaux.

2) Les carences en micronutriments :

La précarité de l'état nutritionnel est encore plus aggravée par les carences en micronutriments et elles accroissent également le risque de mourir des maladies infantiles. Les carences en fer, en vitamine A et en iode provoquent l'anémie, la cécité et le crétinisme, causes majeures de la mauvaise santé, de morts prématurés, faible potentiel physique et mental. On dit même qu'il existe une corrélation entre nutrition et performance scolaire parce que la malnutrition réduit la fréquentation scolaire et les capacités d'apprentissage.

- **Une carence en iode** peut entraîner spécifiquement un retard du développement mental chez l'enfant et une apparition du goitre chez l'adulte. La législation de l'iodation du sel a été adoptée en 1995, fixant le niveau d'iode à 50 ppm mais à l'échelle nationale, l'iodation a débuté une année plus tard. En 2003/04, la consommation de sel adéquatement iodé est assez répandue, elle concerne les trois-quarts des ménages,

notamment en milieu rural et dans les régions de Toliara qui enregistrent seulement moins d'un quart de ménages consommant un sel iodé. Par conséquent, la prévalence du goitre a diminué et devenue un impact de la malnutrition moins importante depuis 2001 (42,5% en 1990 à 5% en 2001).

- Par contre, **une carence en vitamine A** constitue à Madagascar un problème de santé publique selon les critères établis par l'OMS. Elle peut entraîner une cécité et est associée à une hausse de mortalité infanto-juvénile. Deux enquêtes nationales ont été effectuées pour évaluer les carences en vitamine A dont deux chez les enfants et trois chez les femmes (DDSS/INSTAT & Macro International Inc., 1998 ; MOH/USAID & SEECALINE, 2000 et INSTAT & ORC Macro, 2005).

Le premier signe de cette carence est la cécité nocturne. Selon l'enquête en 2000, 2% des enfants de 6 mois à 5 ans en souffrent et 6% ont un taux de rétinol sérique inférieur à la valeur seuil de 0,70 $\mu\text{mol/L}$. Pour les femmes enceintes, la prévalence de cette cécité est de 8% en 2000 et 8% quant à la prévalence du taux bas de rétinol sérique.

Les causes de cette carence viennent de la faible consommation des aliments riches en vitamine A dont les légumes, les fruits. Leur disponibilité a diminué la consommation de ces aliments chez les ménages malgaches.

- Enfin, **une carence en fer** entraîne des anémies nutritionnelles. Chez les enfants, elles diminuent la performance cognitive et augmentent le risque de petit poids à la naissance tandis qu'elles réduisent la productivité chez les adultes. Une enquête nationale sur la prévalence de l'anémie chez les enfants et chez les femmes a été effectuée (INSTAT & ORC Macro, 2005). Plus de deux-tiers (68%) des enfants de 6 à 59 mois sont les plus touchés dont 3% présentent des formes sévères d'anémie. Pour les femmes en âge de procréer, 46% en souffrent dont 3% présentent une anémie sévère. Puis, la moitié des femmes enceintes en souffrent et elle constitue un risque important de grossesse. La prévalence de l'anémie chez les femmes allaitantes est aussi élevée (47%).

Cela est dû en générale par une mauvaise qualité des aliments complémentaires, notamment la faible consommation des produits animaux.

Commentaire :

Les enquêtes précitées indiquent que Madagascar se trouve dans une situation de malnutrition grave, notamment au niveau des enfants et des femmes enceintes et en allaitement. Pour les enfants, la malnutrition infantile et les carences en micronutriments impliquent incontestablement à une défaillance de leur développement physique et intellectuel. Cela implique à son tour une faible performance scolaire chez ces enfants, voire même un abandon scolaire. Les enfants ne représentent pas encore des acteurs fiables pour se développer mais à l'avenir, il doit s'assurer indépendamment de leur survie et contribuera à des activités rémunératrices et productives pour notre pays. Or, vu la précarité de leur santé causée surtout par la malnutrition et de leur faible développement physique et intellectuel, leur contribution au développement sera sans doute incertaine.

Si on résume dans l'ensemble ce qui est dit dans les deux sections, l'insatisfaction des besoins essentiels n'est pas suffisamment satisfaite au niveau de la population malgache. Le développement est donc encore très faible et la pauvreté absolue y règne encore.

D'abord, les besoins physiologiques comme l'alimentation et la santé sont insuffisants parce que l'insécurité alimentaire affecte un grand nombre des ménages malgaches et celle-ci a conduit directement ou indirectement à une faible situation de santé publique dont la malnutrition. Ensuite, l'insatisfaction de ces besoins conduisent à leur tour à une insatisfaction des besoins de sécurité parce qu'à cause de ces premiers, l'indicateur de l'éducation est à faible niveau alors que l'analphabétisme touche encore la moitié de la population active (15 ans et plus). De ce fait, il est évident que nombreuses sont les personnes en situation de sous-emploi, voire même en chômage. Cette insécurité de travail conduit à son tour une insécurité alimentaire et il est normal que Madagascar ne rompra jamais le cycle du sous-développement. A cela s'ajoute la vulnérabilité du pays et de sa population envers les chocs extérieurs, surtout les cyclones, pour que ce cycle continue d'aggraver la pauvreté.

Il faut pour cela résoudre ce problème et le placer parmi les grandes priorités de l'Etat suppose une première réaction face à ce phénomène. De quoi et comment comptons-nous ainsi à faire pour réagir ?

Section 3 : Politiques et stratégies de lutte contre la malnutrition

L'amélioration de la nutrition est une condition sine qua non pour l'atteinte d'un certain nombre d'OMD d'ici 2015. Il est donc important de prendre comme un axe de stratégie de développement cette amélioration. Madagascar n'est pas quand même le dernier pays à réagir face à ce problème d'insécurité alimentaire parce que diverses politiques et stratégies ainsi que des programmes nationaux et internationaux y ont été déjà engagées. Le pays s'est engagé dans la mise en œuvre des plans d'action de la Conférence Internationale sur la Nutrition (1992) et du sommet Mondial de l'Alimentation (1996) mais celle-ci n'a pas été effective. Ils sont réels et actifs mais les efforts de cette lutte sont encore loin de parvenir à ce qui est souhaité. Pour commencer, découvrons les politiques adoptées.

1) Historiques :

Les régimes politiques qui se sont succédé depuis 1960 n'ont pas laissé indifférents le sujet concernant le domaine social. Ils ont chacun des visions tournées vers la préoccupation de « nourrir » la population. L'Etat a tenu ainsi un rôle important en matière de politiques sociales, notamment sur l'éducation et la santé, dont les politiques de nutrition incluses.

- Pendant la première république (1960-1975) : accès sur la « politique de ventre » (leitmotiv présidentiel) mise sur la disponibilité et l'accessibilité à une alimentation en quantité suffisante ;
- Pour la deuxième république (1975-1991) : deux périodes se distinguent. i) jusqu'en 1980, le régime socialiste a prôné l'autosuffisance alimentaire caractérisée par une production excédentaire des aliments de base et considérée encore comme une « arme économique » de la nation ; ii) entre 1980-1990, une crise économique et monétaire a glissé le pays vers une pauvreté et donc plus de mal nourris ;
- Dans la troisième république (depuis 1993) : Madagascar a participé aux sommets mondiaux sur la nutrition/alimentation entre 1991-1993 pour réagir en grand ampleur sur la lutte contre la malnutrition. Ensuite, l'année 2003 indique une grande tournure sur la

politique de nutrition parce que la DSRP a inscrit cette lutte comme son cinquième engagement. Depuis, l'adoption de la PNN (Politique Nationale de Nutrition) en 2004, la mise en œuvre de l'ONN (Office Nationale de Nutrition) en 2005 ainsi que de la CNN (Conseil National de Nutrition) en 2007 ont élargi la politique de nutrition.

2) La Politique Nationale de Nutrition (PNN)

En 2000, le secteur de la nutrition n'a pas figuré parmi les domaines prioritaires de Document de Stratégie de la Pauvreté. Mais depuis 2004, le pays s'est fixé comme suit ses objectifs et dans le cadre du DSRP :

- Réduire de moitié le taux de pauvreté d'ici 10 ans ;
- Réduire de moitié le taux de malnutrition.

Ces objectifs sont l'aboutissement de l'adoption de la Politique Nationale de Nutrition depuis le 20 Avril 2004 par le Décret No.2004-496.

➤ Son but :

Assurer le droit de la population Malagasy tout entière à une nutrition adéquate en vue d'améliorer la survie des enfants et de leur permettre un développement maximal de leurs potentialités physiques et intellectuelles ainsi que de promouvoir la santé et le bien-être des mères et des adultes.

La survie des enfants revêt un sujet particulier et essentiel dans cette politique. Il est noté aussi que le droit de se nourrir adéquatement concerne sans discrimination les deux sexes. Ensuite, la vie sociale et le développement humain sont des sujets importants que la politique de nutrition prenne en compte pour bien viser la perspective de la lutte contre la malnutrition.

➤ Ses objectifs :

Deux objectifs généraux d'ici 2015 :

- i) Réduire de moitié la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans ;
- ii) Contribuer à la réduction de la mortalité des enfants de moins de 5 ans.

Pourquoi tient-on compte seulement des enfants de moins de 5 ans ? Premièrement, 50% de la mortalité infanto-juvénile et de la morbidité des enfants de moins de 5 ans vient de la malnutrition. Ensuite, cette malnutrition compromet leur développement physique et mental et représente donc une néfaste à leur futur et même à la survie de ses

enfants quand ils seraient grands. Par conséquent, la politique place ainsi au centre l'amélioration des vies de ses enfants pour contribuer au développement humain de tous.

Neuf objectifs spécifiques sont ainsi considérés :

D'ici l'an 2015 :

1. Réduire de moitié la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans de 42% à 21% ;
2. Réduire de moitié la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans ;
3. Réduire de trois-quarts la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de moins de 5 ans ;
4. Réduire de moitié la prévalence de l'insuffisance de poids à la naissance ;
5. Augmenter le taux d'allaitement maternel exclusif jusqu'à 6 mois de 67% à 90% et maintenir le taux d'allaitement jusqu'à 2 ans et au-delà de plus de 95% ;
6. Réduire de moitié la proportion de la population victime de l'insécurité alimentaire – c'est-à-dire n'atteignant pas le niveau minimum d'apport calorique de 2 300 kcal/personne/jour – c'est-à-dire de 65% à 30% ;

D'ici l'an 2010 :

7. Eliminer virtuellement l'avitaminose A chez les enfants de moins de 5 ans ;
8. Réduire de moitié l'anémie ferriprive chez les enfants de moins de 5 ans, les enfants d'âge scolaire et chez les femmes enceintes.

D'ici l'an 2005 :

9. Eliminer virtuellement les troubles dus à la carence en iode chez toute la population.

Les objectifs spécifiques ci-dessus tendent vers la réduction de la prévalence des formes que représentent la malnutrition protéino-énergétique et les carences en micronutriments. Ils visent en grande partie les enfants et les femmes enceintes et allaitantes sauf les objectifs N°7 et le N°9 qui traitent en particulier toute la population afin de réduire ou éliminer si possible les formes de l'insécurité alimentaire. Toutefois, on remarque qu'ils sont tous liés dépendamment des objectifs généraux. Leur réalisation permet facilement de réaliser les deux objectifs généraux.

En plus, les indicateurs de la malnutrition sont tenus à être réduits pour permettre d'évaluer les efforts pouvant être récoltés à partir des différents programmes et interventions directs ou liés à la politique de nutrition. On dénombre trois indicateurs :

- Le **retard de croissance**, un indicateur de la malnutrition chronique, sert à mesurer l'impact à long terme des programmes de développement socio-économique ;

- L'**insuffisance pondérale**, un indicateur de la malnutrition générale, sert à mesurer l'impact des interventions nutritionnelles à court terme et moyen terme – exemples : la nutrition communautaire ou la surveillance de la croissance des enfants ;
- L'**émaciation**, un indicateur de la malnutrition aigüe, est utilisée pour le dépistage et suivi des enfants sévèrement malnutris dans le cadre des programmes d'urgence ou de réhabilitation nutritionnelle.

➤ **Ses stratégies :**

Les problèmes liés à la nutrition et à l'alimentation ainsi que les facteurs déterminants sont complexes. Il faut non seulement s'attaquer aux conséquences de la malnutrition mais aussi aux causes profondes (pauvreté et insécurité alimentaire). La PNN est réalisée de façon multisectorielle et pluridisciplinaire puisque ce grand problème de santé publique affecte d'une manière indirecte et directe tous les agissements de toute la population, surtout au niveau du développement des enfants. Le défi majeur de la lutte contre la malnutrition relève donc des efforts fournis par la population et des intervenants.

Quatorze (14) axes stratégiques sont maintenues dans la PNN :

1. La promotion de l'allaitement maternel et de l'alimentation ;
2. L'intervention de nutrition au niveau communautaire ;
3. La lutte contre les carences en micronutriments (troubles de carence en iode, avitaminose A et anémie ferriprive) ;
4. L'intégration des interventions nutritionnelles aux soins de santé primaire ;
5. La prise en charge des enfants sévèrement malnutris ;
6. L'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages ;
7. L'intervention de nutrition scolaire ;
8. La stratégie de communication ;
9. La convergence des politiques de développement ;
10. La préparation à l'urgence et les réponses aux urgences nutritionnelles ;
11. Le système national de surveillance alimentaire et nutritionnelle ;
12. Le développement de la capacité nationale ;
13. L'élaboration et l'application des législations et normes relatives à la nutrition et l'alimentation ;
14. Les problèmes émergents (les maladies non transmissibles, le VIH/SIDA).

Quelques axes stratégiques permettent d'atteindre les objectifs spécifiques cités précédemment. On prend par exemple l'axe stratégique N°1 qui vise à atteindre l'objectif N°5

dont l'augmentation du taux d'allaitement, ainsi que l'axe stratégique N°6 qui vise à réaliser l'objectif N°6 sur l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages malgaches. Les autres axes stratégiques numérotés de 7 à 14 permettent de réaliser indirectement tous les neuf (9) objectifs spécifiques et de bien mener à terme la PNN.

Cependant, une spécificité s'impose pour combattre d'une manière plus forte la lutte contre la malnutrition. C'est pourquoi des stratégies spécifiques de la PNN existent pour réaliser les objectifs spécifiques N°1, N°2, N°3, N°4, N°7, N°8 et le N°9.

- **Les stratégies de la lutte contre la malnutrition protéino-énergétique :**

- La surveillance et promotion de la croissance des enfants de moins de 5 ans ;
- L'alimentation adéquate du nourrisson et du jeune enfant, notamment l'allaitement maternel et l'alimentation de complément ;
- L'alimentation et la santé des femmes et des filles, notamment des femmes enceintes et allaitantes ;
- Comportements positifs relatifs à la nutrition, l'hygiène et la santé au sein de la famille ;
- La sécurité alimentaire et économique au niveau des ménages ;
- L'accès au soin de santé primaire (dans toutes ses composantes) et la prise en charge des enfants sévèrement malnutris ;
- L'accès à l'eau potable.

Ces stratégies indiquent qu'il faut assurer au niveau des enfants et à leur famille l'environnement sain et une alimentation en qualité et en quantité pour lutter contre la malnutrition protéino-énergétique de toutes formes. L'intervention au niveau des femmes y est opportun parce qu'elle complète la lutte chez les enfants surtout pour les enfants de moins de 3 ans. Ensuite, la prévention et la protection ne sont pas les seules à figurer dans cette lutte mais la surveillance ou encore la prise en charge des enfants sévèrement malnutris y est très utile.

- **Les stratégies de lutte contre les carences en iode :**

- Iodation de tout sel iodé destiné à la consommation humaine selon les normes établies ;
- Consommation du sel adéquatement iodé par toute la population ;
- Application effective de la législation sur le sel iodé ;
- Contrôle qualitatif et quantitatif de l'iode dans le sel à tous les niveaux (production, distribution et consommation) ;

- Suivi épidémiologique des TDCI au niveau des postes essentielles.

Il est vrai que la lutte contre les TDCI a connu un succès. Mais, une proportion de la population, notamment à Toliara, ne consomme pas encore du sel iodé. L'objectif à atteindre indique cependant qu'il faut éliminer virtuellement ces TDCI dans toute la population tout en s'efforçant de parvenir à la consommation du sel iodé à 100%.

- **Les stratégies de lutte contre l'avitaminose A :**

- La diversification alimentaire en vue d'augmenter l'apport en vitamine A ;
- Supplémentation universelle en vitamine A des groupes vulnérables, notamment les enfants et femmes allaitantes (nouvellement accouchées) selon le protocole établi ;
- Promotion de la fortification alimentaire en vitamine A ;
- Prise en charge rapide des enfants malades et vaccination anti-rougeoleux.

Pour mettre en efficience l'intervention pour la lutte contre l'avitaminose A, Il faut commencer à s'attaquer à la cause directe qui est la non diversification alimentaire du régime alimentaire des ménages malgaches. Les compléments viennent ensuite par le supplément en vitamine A et la fortification alimentaire pour pérenniser la lutte.

- **Les stratégies de lutte contre l'anémie ferriprive :**

- Promotion de la diversification alimentaire en vue d'améliorer l'apport en fer et son assimilation ;
- Supplémentation en fer et acide folique des groupes vulnérables, notamment les femmes enceintes, les enfants (d'âge préscolaire et scolaire) et les adolescentes ;
- Déparasitage des enfants et contrôle du paludisme (chimiothérapie et moustiquaire imprégnées).

L'intervention pour cette lutte est plus ou moins identique à la précédente. La cause profonde des deux carences est identique et il faut aussi comme dans le cas dessus compléter la première stratégie par des suppléments en fer et en acide folique pour renforcer un peu plus la lutte.

Toutefois, les stratégies spécifiques demandent une mise en œuvre bien structurée et organisée pour qu'elles soient efficaces. Elles nécessitent donc des stratégies opérationnelles qui permettent de bien les servir.

- **Les stratégies opérationnelles :**

Commencer la lutte contre la malnutrition à partir de la base présente un meilleur enjeu pour la PNN. Les causes de la malnutrition et ses conséquences se trouvent au centre des familles ou ménages malgaches et dans les différents communautés. Le noyau central de cette perspective est donc l'intervention de la nutrition au niveau communautaire, là où les bonnes pratiques en matière de nutrition, d'hygiène et de santé pourront facilement bien adaptées. Pour compléter cette stratégie, d'autres éléments sont nécessaires :

- L'intégration au niveau de la santé pour la prévention des maladies infectieuses, une des principales causes de la malnutrition et de la mortalité infanto-juvénile ;
- Une convergence effective des services agricoles et interventions pour réduire la pauvreté, utiles pour améliorer la sécurité alimentaire et économique des ménages ;
- Une stratégie de communication pour mobiliser la participation active de la population et des responsables de la mise en œuvre de la politique.

Par suite, une coordination et suivi de la PNN demeure une condition pour son succès. Les objectifs et les stratégies de cette politique ne sont que des perspectives de la lutte mais pour qu'ils soient réalisables, plusieurs intervenants de différents secteurs participent et cela demande une synergie de leurs actions. Une coordination multisectorielle forte et efficace du niveau central au niveau communautaire y est ainsi opportune.

➤ **Un système de coordination et de suivi :**

Il assure plusieurs fonctions :

- Coordonner les interventions en matière de nutrition ;
- Suivre et évaluer l'exécution des actions par les divers intervenants ;
- Assurer la cohérence des stratégies mises en œuvre et le non chevauchement des interventions ;
- Rechercher les voies et actions et donner des orientations des actions pour de meilleurs résultats ;
- Préparer des protocoles d'exécution des actions.

Il est structuré à partir des trois organismes nationaux, sous la tutelle de la primature :

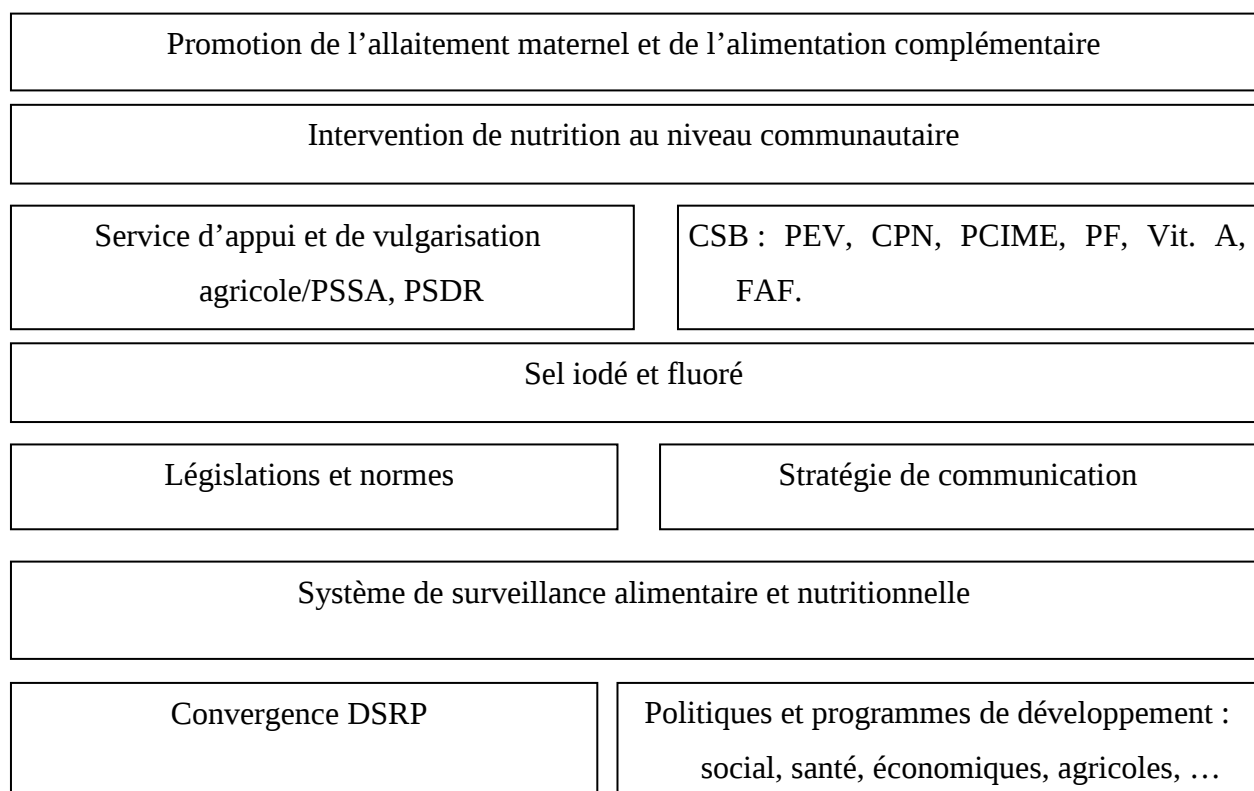
- **Conseil National de Nutrition (CNN) :** un forum de conception, de délibération, de consultation, de concertation, d'orientation et de contrôle des grandes lignes de la PNN. Il est composé des représentants du Sénat, de l'Assemblée Nationale, des Ministères sectoriels,

de la société civile et du secteur privé. Présidé par le Premier ministre ou son représentant, deux réunions sont réalisées par an à part des réunions extraordinaires.

- **Office National de Nutrition (ONN) :** il est chargé de la mise en œuvre de la politique, de la coordination technique, de suivi et de l'évaluation, de la recherche-développement, temporelle et spatiale des activités spécifiques de nutrition menées par les différentes agences de mise en œuvre. il est composé d'un directeur appuyé par quatre cellules : la coordination et communication, la formation, la recherche et développement, l'administration et finance, et le suivi et évaluation. Des réunions sont réalisées régulièrement pour la coordination et suivi des programmes de nutrition.
- **Les Agences de Mise en Œuvre (AMIOs) :** ce sont des organes d'exécution de la PNN. Elles conçoivent, programment, gèrent, mettent en œuvre les activités qui leur sont confiés et en assurent leur propre suivi et évaluation en se conformant respectivement aux orientations générales arrêtées par la CNN et aux recommandations spécifiques de l'ONN. Elles comprennent des ministères sectoriels et leurs services compétents, les programmes et projets nationaux, les institutions nationales, la société civile, le secteur privé et les ONG nationales et internationales.

Il est donc évident que le sujet concernant la nutrition au niveau de la population ne laisse pas Madagascar indifférent. La PNN en est la preuve réelle et cette politique y est importante parce qu'elle complète et renforce encore plus la politique de développement dans le pays. Certes, son application a nécessité plusieurs axes stratégiques. Il y a 14 axes stratégiques de la PNN qui sont cités précédemment. Pour réaliser concrètement ces derniers, la PNN a été suivi par le Plan National d'Action pour la Nutrition (PNAN), adopté le 20 Avril 2004. L'élaboration de la PNN et la validation de la PNAN ont été réalisées d'une façon multisectorielle et pluridisciplinaire. Les partenaires de la lutte contre la malnutrition sont : la société civile, le secteur privé, les ONG nationales, les institutions nationales (groupes professionnels, universités) et la communauté internationale à savoir, la Banque Mondiale, l'UNICEF, l'OMS, la FAO, Le PAM, l'UNESCO, l'USAID, l'Union Européenne, la Coopération Japonaise, CARE et le Catholic Relief Services. Ils ont organisé ensemble leurs programmes et actions dans cette lutte et y sont structurés pour mettre en efficience la réalisation de cette PNN. De cette façon, la figure 3 ci-dessous illustre et résume les axes stratégiques de la PNN.

Figure 5 : les éléments stratégiques de la PNN



Source : PNN et PNAN, 2004

Conclusion :

Notre étude a un but précis de démontrer les différentes influences que portent la sécurité alimentaire et la vulnérabilité alimentaire sur le développement. La sécurité alimentaire satisfait avant tout les hommes sur les besoins nutritionnels et la santé. Elle porte un bien-être et une force suffisante pour affronter la vie quotidienne, surtout le travail. Elle donne ainsi une bonne influence sur le développement humain. Un pays en sécurité alimentaire pourra certainement poursuivre son objectif vers un développement durable tout en stabilisant son économie et sa politique. L'insécurité alimentaire désigne au contraire un obstacle au développement d'un pays. C'est un phénomène qui touche beaucoup les pays africains et asiatiques. Elle résulte de plusieurs aspects économiques, politiques, géographiques et climatiques des pays affectés. L'insécurité alimentaire possède plusieurs impacts sur la vie humaine et le nombre des décès causés indirectement ou directement par ce phénomène prouve que l'insécurité alimentaire devient un grave problème sur le plan mondial.

Pour Madagascar, le problème de l'insécurité alimentaire est incontournable. C'est avant tout un problème de santé publique parce que la malnutrition demeure la conséquence la plus grave que subisse le pays jusqu'à maintenant. Toutes les quatre dimensions de la sécurité alimentaire n'y sont pas vérifiées. En plus, la vulnérabilité des ménages malgaches aggrave la présence de l'insécurité alimentaire. Leurs capacités à surmonter les chocs qui mènent sans doute vers cette situation ne sont pas suffisantes, voire même nulles. Cela prouve que Madagascar vit encore dans une pauvreté absolue. Les enquêtes recensées à partir des données de l'INSTAT et de l'UNICEF montrent que la malnutrition touche particulièrement les enfants et les femmes. De ce fait, la malnutrition empêche le développement intellectuel et physique de ces enfants et leur avenir demeure ainsi incertain. La malnutrition entrave ainsi le développement humain et la future génération se trouve ainsi menacée.

L'origine de cette insécurité alimentaire ne vient pas seulement de l'instabilité et de la pauvreté des pays touchés. La mondialisation règne actuellement et les relations économiques et politiques que pratiquent les pays riches et pauvres comportent des instabilités pouvant mener à ce phénomène. Combattre l'insécurité alimentaire concerne ainsi tout le monde et c'est pour cela que de nombreux sommets mondiaux organisés par la FAO ont été réalisés afin de trouver une meilleure solution que possible pour l'atténuer.

Madagascar a déjà lancé ce combat. Les régimes qui se sont succédé montrent que différentes politiques de nutrition ont été adoptées pour combattre ce phénomène. Jusqu'à maintenant, la Politique Nationale de Nutrition (PNN) reste un défi pour le pays à surpasser la malnutrition, notamment la malnutrition maternelle et infantile. Des acteurs venant surtout des organismes internationaux et nationaux y participent mais le plus important est que toute la population agisse afin de concrétiser la lutte.

Recommandation :

La lutte contre l'insécurité alimentaire prend un aspect multidimensionnel et multisectoriel. Quand un homme est en sécurité alimentaire, il est en bonne santé, ses besoins énergétiques sont suffisamment satisfaisants pour travailler. Un homme actif a une part de responsabilité dans le développement économique d'un pays et si toute la population active possède cette sécurité, il sera évident que tous y participent pleinement. Lutter contre l'insécurité alimentaire reste encore vague dans notre île. La lutte contre la malnutrition demeure encore le grand projet de la nation. Personnellement, la politique favorisant cette lutte (PNN) nous montre que Madagascar est incapable financièrement de lutter dans l'ensemble l'insécurité alimentaire. Il a simplement accentué la lutte sur sa conséquence la plus grave, la malnutrition, en ciblant les plus vulnérables à ce problème de la santé publique : les enfants. Les programmes que l'ONN fait action ne sont que des programmes spéciaux ciblant en majorité les enfants par l'assurance en nutrition. La malnutrition n'est que sa conséquence mais il faut résoudre le problème jusqu'à l'enracinement du phénomène.

Même si Madagascar est un pays pauvre qui dispose de faibles ressources financières pour s'investir dans des projets à haute ambition, il dispose quant même de nombreux potentiels et des gens capables de réaliser ces ambitions n'y manquent pas en dépit de la faible performance scolaire en générale.

Les victimes de l'insécurité alimentaire proviennent en majorité des ménages ruraux. Que ce soit l'insécurité alimentaire chronique ou temporaire, ce phénomène devient un problème quotidien de la population rurale. On a dit plus haut que la vulnérabilité de cette catégorie de population constitue la cause immédiate de l'insécurité alimentaire. Sur le plan économique, le secteur primaire étant principalement des cultures vivrières (riz, maïs, patate douce, manioc), des cultures industrielles (coton, canne à sucre) et des cultures d'exportation (notamment la vanille, le girofle et le café) représentent plus du tiers des recettes. L'agriculture constitue donc l'élément principal de l'économie pour Madagascar. En plus, 75,4 % de la population active travaille dans le secteur agricole et contribue pour 80% aux exportations alors qu'il ne contribue que pour environ un tiers du PIB¹⁸. Leur revenu est donc faible, cela représente parmi les facteurs de la vulnérabilité cités. Lorsque la capacité de cette population à produire ou même acheter des vivres alimentaires et d'autres biens de première

¹⁸ Rapport national de suivi des OMD 2007

nécessité se trouve brutalement amoindrie, le développement à long terme est compromis et la collectivité subite des pertes en capital physique et humain dont elle mettra peut-être des années à se remettre. La réduction du pouvoir d'achat peut entraîner la dénutrition, privant ainsi les agriculteurs de l'énergie nécessaire pour cultiver les récoltes de demain et des moyens d'envoyer leurs enfants à l'école.

Il faut pour cela ne pas négliger l'agriculture mais accélérer au contraire la croissance agricole. Toute politique qui vise à élever le revenu des pauvres et à stimuler la croissance économique mérite donc de recevoir un degré élevé de priorité. Il existe déjà des tas de programmes et projets nationaux et internationaux dans l'île mais cela n'a pas lui encore rendu développé ou réduit néanmoins la pauvreté. Il faut placer ce développement rural au plus haut de la priorité en diversifiant les produits très productibles et rentables, en mettant en place des programmes de travaux d'utilité publique, en rendant le crédit accessible et en prévoyant des facilités de remboursement. Les intervenants ne doivent pas seulement constitués des acteurs provenant des projets d'investissement, il faut que tout le monde sans exception ait des motivations pour y participer pleinement.

Glossaire

Développement :

Le développement est une augmentation de la satisfaction des besoins essentiels.
(Robert Mc Namara).

Insécurité alimentaire :

C'est ne pas pouvoir obtenir une alimentation suffisante.

Malnutrition :

La malnutrition est définie comme un état physiologique anormal causé par des carences, des excès et des déséquilibres de l'alimentation (énergie, protéines et/ou autres nutriments).

Pauvreté absolue :

La pauvreté est analysée sous l'angle absolu lorsqu'on s'intéresse essentiellement à des situations où les individus n'ont plus assez de ressource pour satisfaire leurs besoins physiologiques.

Sécurité alimentaire :

La sécurité alimentaire est la possibilité, pour tous, de disposer en permanence d'une alimentation suffisante pour être en bonne santé et mener une vie active.

Vulnérabilité :

La vulnérabilité est décrite comme une insuffisance des capacités permettant de résister aux chocs externes (cataclysmes naturels, inflation, guerres, etc.). La capacité est un ensemble de vecteur de fonctionnements qui indique qu'un individu est libre de mener tel ou tel type de vie (SEN, 1992).

Références bibliographiques :

- 1- GONDARD-DELCROIX C. & ROUSSEAU S., Février 2004, « vulnérabilités et stratégies durables de gestion des risques : une étude appliquée aux ménages ruraux de Madagascar », *Développement durable et territoire*, dossier 3 : les dimensions humaine et sociale du développement durable. P. 18
- 2- BANQUE MONDIALE, juillet 1986, *la pauvreté et la faim*, BM, Etats-Unis.
- 3- BANQUE MONDIALE, 2010, *Ensemble, réduire la pauvreté*, BM, Antananarivo, Madagascar.
- 4- BNGRC, 2010, *Plan national de contingence sur les cyclones et les inondations*, Ministère de l'intérieur, Antananarivo, Madagascar. P.42
- 5- COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE, 2009, *L'état de la sécurité alimentaire en Afrique*, Nations-Unies, Conseil économique et social, Addis-Abeba, Ethiopie. P.38
- 6- DIRECTION GENERALE DE LA MONDIALISATION, DU DEVELOPPEMENT ET DES PARTENARIATS DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES, 2010, *Le partenariat mondial pour la sécurité alimentaire*, Ministère des Affaires étrangères et Européennes (MAE française), France. P.12
- 7- DIVISION DE L'ALIMENTATION ET DE LA NUTRITION, 2005, *Profil nutritionnel de Madagascar*. FAO, Madagascar. P.49
- 8- FAO, - 2005, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde : éradiquer la faim dans le monde pour réaliser les objectifs du millénaire pour le développement*. FAO, Italie. P. 40
 - 2008, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde : prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives*. FAO, Italie. P.60
 - 2010, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde : combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées*. FAO, Italie. P.68
- 9- FAO, juillet 2005, *Madagascar : Plan d'Action National pour la Sécurité Alimentaire*. Version provisoire. FAO, Madagascar. P.208
- 10- FOCUS NO 1/09, 2009, *Lorsque le marché alimentaire ne produit pas assez de nourriture*. InfoResources, Suisse. P. 16
- 11- GLOBO Numéro 29, 2010, *Quelles solutions à la crise alimentaire ?* Oxfam Solidarité, Bruxelles, Belgique. P.16

- 12- MONTEMBAULT S., Juillet 2005, *Madagascar : Analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA)*. Collecte et analyse des informations secondaires. PAM, Service de l'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ODAV). P.37.
- 13- ONN, 2004, *Réduire de moitié la malnutrition d'ici 2015*, 2^{ème} édition, PNN & PNAN. ONN, Antananarivo, Madagascar. P.66
- 14- PAM, Septembre 2006, Note de synthèse : Madagascar, *Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité*. PAM. P.4
- 15- PRIMATURE, Décembre 2005, *Programme National de Développement Rural*, P.116
- 16- RAKOTONIRAINY Maherisoa, Isabelle Nirina, RAZAFIARISOA Berthine, janvier 2010, « *Comprehensive Food and Nutrition Security and Vulnerability Analysis (CFSNVA)* » dans les zones d'intervention de PARECAM/FIDA, rapport final, PARECAM & FIDA, PAM. P.34
- 17- RAVAOZANANY Noro S., Mars 2010. *Placer la nutrition au cœur des politiques de développement*. Le cas de Madagascar (1960-2010), HNP (Health, Nutrition & Population) of the World Bank. Washington, USA. P.90
- 18- UNICEF, 2009, *Analyse de la situation de la femme et de l'enfant*, Madagascar.

Annexe :

Annexe N°1: Les objectifs du Millénaire pour le développement et leurs liens avec la réduction de la faim

OMD	Objectifs sélectionnés	Liens avec la réduction de la faim
1- Réduire l'extrême pauvreté et la faim	• Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar EU par jour • Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim	• La faim perpétue la pauvreté en réduisant la productivité • La faim empêche les personnes de produire ou d'acquérir les aliments dont elles ont besoin
2- Assurer l'éducation primaire pour tous	• Donner, d'ici 2015, à tous les enfants, garçons et filles, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires	• La faim réduit la fréquentation scolaire et les capacités d'apprentissage • Le manque d'instruction réduit les capacités de gain et accroît les risques de souffrir la faim
3- Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	• Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard	• La faim réduit surtout la fréquentation scolaire des filles • L'inégalité hommes-femmes perpétue le cycle des femmes sous-alimentées donnant naissance à des enfants souffrant d'insuffisance pondérale
4- Réduire la mortalité infantile	• Réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans entre 1990 et 2015	• Plus de la moitié des décès d'enfants sont causés directement ou indirectement par la faim et la malnutrition
5- Améliorer la santé maternelle	• Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle	• La sous-alimentation et les carences en micronutriments augmentent fortement le risque de mortalité maternelle
6- Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies	• Stopper la propagation du VIH/SIDA d'ici 2015 et commencer à inverser la tendance actuelle • Maîtriser le paludisme et d'autres grandes maladies pour 2015 et commencer à inverser la tendance actuelle	• La faim encourage des comportements à risque qui accélèrent la diffusion du VIH/SIDA • Les enfants sous-alimentés courent deux fois plus de risques de mourir de paludisme

7- Assurer un environnement durable	• Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales. • Réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable et à des mesures d'assainissement de base.	• La faim entraîne une utilisation non durable des ressources • La remise en état et l'amélioration des fonctions de l'écosystème jouent un rôle fondamental dans la réduction de la faim parmi les ruraux pauvres.
8- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	• Mettre en place un système commercial et financier ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire • Prendre en compte les besoins particuliers des pays les moins avancés • Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement.	• Les subventions et les tarifs douaniers appliqués dans les pays en développement freinent le développement rural et agricole qui doit aider à réduire la faim.

Source : FAO, *Etat de l'insécurité alimentaire 2005*.

Annexe N°2 : risque par tranche d'âge, principaux indicateurs et nombres d'affectés

Tranche d'âge	Risque principal	Indicateur principal	Valeur de l'indicateur	Nombre d'affectés
0-5 ans	Mortalité	• Taux de mortalité nourrissons	48 (2009)	25 000 décès/an
		• Taux de mortalité infantile	72 (2009)	10 000 décès/an
	Malnutrition	• Taux de retard de croissance (taille selon âge)	53% (2010)	Environ 2 millions d'enfants en dessous de 5 ans présentent un retard de croissance
		• Taux d'insuffisance pondérale (poids selon taille)	15% (2010)	1,7 millions d'enfants en dessous de 5 ans présentent une insuffisance pondérale
	Morbidité	• Immunisation des enfants (de 12 à 23 mois) • Suppléments adéquats de fer et d'acide folique pendant la grossesse (min. 90 jours)	62% (2009) 48% (2009)	130 000 enfants de 12 à 23 mois ne sont pas complètement immunisés. Environ 500 000 femmes enceintes ne prennent pas de supplément en fer
		• Supplément de vitamine A post-natal. • Ménages avec sel iodé. • Accès à de l'eau potable (toute la population)	19% (2009) 30% (2009) 30% (2006)	400 000 femmes ne prennent pas de vitamine A après l'accouchement. 6,4 millions de personnes ne disposent pas de sel iodé. 2,3 millions d'enfants de moins de 5 ans n'ont pas accès à de l'eau potable.

6-14 ans	Bas développement du capital humain	• Taux d'inscription net à l'école primaire • Taux de redoublement à l'école primaire	85% (2006-2007)	500 000 enfants de 6 à 14 ans ne suivent pas l'enseignement primaire.
		• Taux d'achèvement de l'enseignement primaire	19%	
	Travail des enfants	• Taux de travail infantile (de 7 à 14 ans)	53% (2006-2007)	1,8 millions d'enfants de 6 à 14 ans n'achèvent pas l'enseignement primaire.
15-24 ans	Bas développement du capital humain	• taux d'inscription brut au 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire • taux d'achèvement de l'enseignement secondaire	39% (garçons) 30% (filles)	1,5 millions d'enfants de 7 à 14 ans travaillent.
	Connaissances insuffisantes	• Taux d'achèvement de l'enseignement primaire • Taux de chômage chez les jeunes	25% (2008) 6% (2006)	
25- 59 ans	Bas revenus	• Taux de chômage	63% (2006)	
Plus de 60 ans	retraite	• Pensions de retraite		
Population	catastrophes		4% du PIB	5 millions de personnes

Source : Banque Mondiale, 2010, *Ensemble, réduire la pauvreté*.

Table des matières :

<u>Introduction</u>	1
<u>Partie 1 : La sécurité alimentaire et la vulnérabilité alimentaire du point de vue global</u> ..	3
• <u>Section 1 : le concept de la sécurité alimentaire</u>	4
1) <u>Définition</u> :	4
a) La sécurité alimentaire	4
b) Le droit à l'alimentation	5
c) La souveraineté alimentaire	5
2) <u>Les principales dimensions de la sécurité alimentaire</u>	6
• <u>Section 2 : le concept de l'insécurité alimentaire ou la vulnérabilité alimentaire</u> ..	8
1) <u>La vulnérabilité selon SEN</u>	8
2) <u>Les aspects présentant l'insécurité alimentaire dans le monde</u>	11
2.1) <u>les causes essentielles</u>	11
2.1.1) La flambée des prix des denrées alimentaires	11
a) Les facteurs liés à l'offre	11
b) Les facteurs liés à la demande	13
2.1.2) L'explosion démographique	13
2.1.3) La pauvreté urbaine en hausse	14
2.1.4) La dépendance alimentaire à l'importation	14
2.1.5) Les catastrophes naturelles et humaines	15
a) Les catastrophes naturelles	15
b) Les catastrophes d'origine humaine	15
2.2) <u>Les impacts de l'insécurité alimentaire</u>	16
2.2.1) La vulnérabilité accrue des ménages pauvres dans les pays en développement	16
a) Le pouvoir d'achat	16
b) Les incidences sur l'état nutritionnel	17
c) Les stratégies d'adaptation non alimentaire	18
d) Les effets positifs de la hausse des prix des denrées alimentaires chez les ménages agricoles	20

• <u>Section 3</u> : Les perspectives et objectifs principaux de la gouvernance mondiale face à l'insécurité alimentaire	21
1) <u>Les réponses à la flambée des prix des denrées alimentaires</u>	21
2) <u>Le cadre stratégique global à la lutte contre la faim</u>	23
a) Le premier front : promouvoir le développement rural.....	23
b) Le second front : garantir l'accès à l'alimentation	25
3) <u>L'adaptation de la production agricole au changement climatique</u>	26

Partie 2 : Analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité alimentaire à

<u>Madagascar</u>	28
<u>Aperçu générale</u>	29
<u>Le concept du développement</u>	31
• <u>Section 1</u> : Les différentes causes de l'insécurité alimentaire à Madagascar	33
1) <u>La vérification des quatre dimensions de la sécurité alimentaire</u>	33
1.1) La disponibilité	33
1.2) L'accessibilité	34
1.3) Qualité et salubrité	34
1.4) Les aspects nutritionnels	35
2) <u>Le lien entre la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire</u>	37
• <u>Section 2</u> : La malnutrition : une conséquence majeure de l'insécurité alimentaire à Madagascar	39
1) <u>La malnutrition protéino-énergétique</u>	41
1.1) La malnutrition maternelle.....	41
1.2) La malnutrition infantile	41
a) Le retard de croissance	41
b) L'émaciation.....	42
c) L'insuffisance pondérale	42
2) <u>Les carences en micronutriments</u>	42
• <u>Section 3</u> : Politiques et stratégies de lutte contre la malnutrition	45
1) <u>Historiques</u>	45
2) <u>La politique Nationale de Nutrition (PNN)</u>	46
➤ Son but.....	46

➤ Ses objectifs.....	46
➤ Ses stratégies	48
➤ Un système de coordination et de suivi.....	51
 <u>Conclusion:</u>	54
<u>Recommandation</u> :	56
<u>Glossaires</u> :	vi
<u>Références bibliographiques</u> :	vii
<u>Annexe</u> :	ix
- <u>Annexe N°1</u> : Les objectifs du Millénaire pour le développement et leurs liens avec la réduction de la faim.	ix
- <u>Annexe N°2</u> : risque par tranche d'âge, principaux indicateurs et nombres d'affectés.....	xi

Nom : RAMANANTSOA

Prénoms : Tsiorinirina

Titre : la lutte contre l'insécurité alimentaire à Madagascar

Nombre de page : 57

Tableau : 2

Figure : 5

Résumé :

Le développement d'un pays commence à priori par la satisfaction des besoins physiologiques dont l'alimentation et la santé. Sinon, le processus du développement ne sera jamais efficace. Obtenir une meilleure sécurité alimentaire permet ainsi de réaliser ce fait. Or, de nombreux pays en développement sont encore dans une situation d'insécurité alimentaire.

La base du problème se trouve dans la vulnérabilité de la population à s'adapter aux différents chocs externes, principalement, la flambée des prix des denrées alimentaires, les cataclysmes naturels, les guerres et conflits sociopolitiques. Par conséquent, de nombreuses personnes s'exposent à la faim. Par contre, il y a ceux qui cherchent les moyens pour y éviter comme réduire les dépenses quotidiennes, notamment l'alimentation.

Madagascar est encore décrite comme un pays pauvre et l'insécurité alimentaire constitue l'un des aspects multidimensionnels de la pauvreté. De ce fait, la vulnérabilité règne dans le pays, surtout au niveau de la population rurale. La malnutrition figure comme sa conséquence la plus grave et elle se présente sous toutes ses formes.

A cet effet, s'engager dans la lutte contre l'insécurité alimentaire constitue une relance pour le développement. Pour cela, il ne faut pas négliger toutes les stratégies qui pourront atténuer ce problème.

Mots clés : développement, insécurité alimentaire, malnutrition, pauvreté absolue, sécurité alimentaire, vulnérabilité.

Encadreur : Monsieur RAMIARAMANANA Jeannot

Adresse de l'auteur : Lot II A 78 E Ambatomainty, (101) Antananarivo